

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
RESPONSABILITÉ DE L'AMENDE
POUR AUTRUI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 23 Novembre 1920, à 3 h. 1/2 du soir

PAR

Paul BÉGUIN

AVOCAT

LICENCIÉ EN LETTRES, DIPLÔMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LETTRES

Président : M. BARTIN, Professeur
Suffragants { MM. WAHL, Professeur
HÉMARD, Professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15,

1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
RESPONSABILITÉ DE L'AMENDE
POUR AUTRUI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 23 Novembre 1920, à 3 h. 1/2 du soir

PAR

Paul BÉGUIN

AVOCAT

LICENCIÉ EN LETTRES, DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LETTRES

Président : M. BARTIN, Professeur

Suffragants { *MM. WAHL, Professeur*
HÉMARD, Professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15,

1920

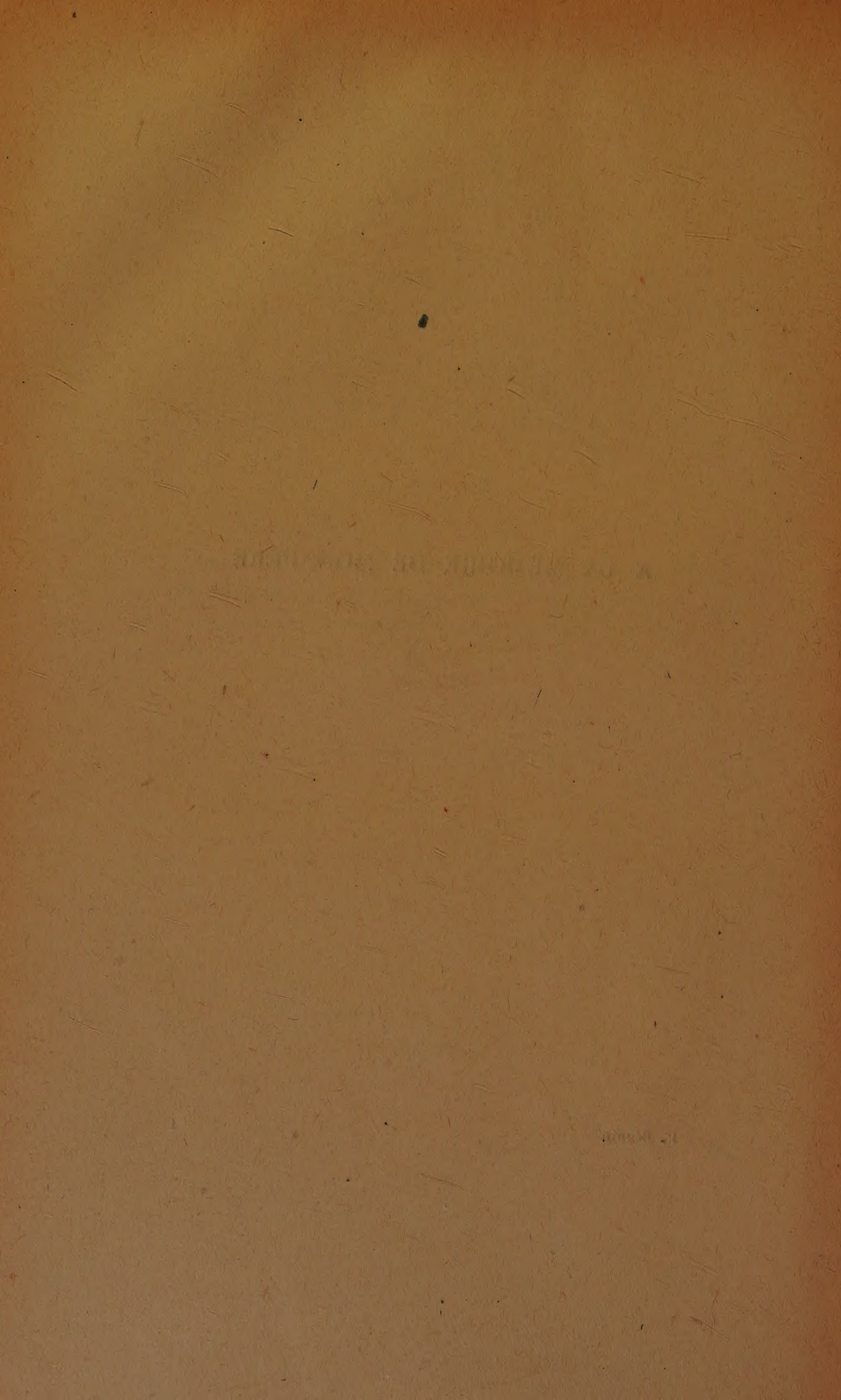


La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

P. Béguin

1



LA
RESPONSABILITÉ DE L'AMENDE
POUR AUTRUI

INTRODUCTION

Le principe de la personnalité des peines, qui domine tout notre Droit pénal, fait obstacle à ce qu'une personne ait à supporter la peine d'une infraction qu'elle n'a pas commise. Loisel avait déjà dit : « Tous les délits sont personnels ; en crime il n'y a point de garants » ; la loi du 21 janvier 1790 proclama de nouveau ce principe et, comme conséquence, supprima la peine de la confiscation. Cette règle d'équité a été respectée par le Code pénal et par les lois subséquentes.

Une autre règle est inscrite dans nos lois, c'est celle de la responsabilité civile du fait d'autrui, que sanctionne l'art. 1384 du Code civil, et l'art. 74 du Code pénal. Les parents, maîtres, instituteurs sont responsables du fait des enfants, domestiques, élèves, que ce fait soit un délit civil et qu'il donne lieu seulement à une action en réparation devant les tribunaux

civils, ou qu'il soit un délit pénal pouvant donner lieu à une poursuite devant les tribunaux répressifs. Dans ce dernier cas les personnes civilement responsables ont à leur charge les restitutions, les réparations et les frais de poursuite.

Ces deux principes, celui de la personnalité des peines et celui de la responsabilité pour autrui, ne sont pas contraires ; ils ont chacun leur champ d'application, et ne s'opposent pas ; l'un s'applique à la peine, l'autre à la réparation du préjudice.

Cependant il arrive exceptionnellement que certaines peines, d'ordre pécuniaire, les amendes, doivent être supportées par des personnes qui ne les ont pas encourues, mais qui sont civilement responsables des auteurs de l'infraction. Alors l'amende s'ajoute aux dommages-intérêts ; le principe de la responsabilité empiète sur celui de la personnalité des peines. Cette extension de la responsabilité civile est anormale, contraire au droit commun ; elle s'applique dans un nombre restreint de cas ; il nous a paru intéressant d'en tenter l'étude.

Répondre de l'amende infligée à autrui, c'est donc plus que de répondre, dans les limites du droit commun, du délit d'autrui ; mais ce n'est pas, pour autant, être condamné soi-même à l'amende. Cette distinction est fondamentale, et nous la retrouverons tout le long de ce travail. Il est nécessaire de la

signaler dès le début. La responsabilité personnelle et pénale entraîne une condamnation directe, qui peut n'être pas pécuniaire, qui comporte l'inscription au casier judiciaire et qui compte pour la récidive ; la responsabilité de l'amende pour autrui est toujours limitée au paiement d'une somme d'argent, elle ne saurait être inscrite au casier judiciaire, ni compter pour la récidive, et en outre elle permet à la personne responsable de se retourner contre le délinquant et d'exercer un recours tendant à la faire indemniser du paiement de l'amende. On voit par cette sommaire énumération, la différence des deux situations ; la première est la culpabilité directe, normale ; la seconde est une sorte de cautionnement obligatoire, imposé par la loi, relativement au paiement de l'amende. La difficulté principale de la matière de notre étude est de distinguer, dans les faits, les cas où s'applique la responsabilité directe de ceux où s'applique précisément cette responsabilité anormale étendue à l'amende. Une responsabilité qui s'étend si loin a pu quelquefois être confondue avec la culpabilité même ; mais c'est à tort et nous nous efforcerons de maintenir dans chaque groupe de cas la distinction dont nous venons d'établir le principe.

Quelle est l'étendue d'application de la responsabilité de l'amende pour autrui ? — Merlin, étant procureur général près de la Cour de Cassation, fut

consulté sur ce point, en 1814. Sa réponse est d'une clarté parfaite, et met vivement en relief les principes qui gouvernent aujourd'hui encore cette responsabilité (1). Il distingue entre les infractions prévues et punies par le Code pénal, auxquelles cette responsabilité ne saurait s'appliquer, en raison des articles 9, 73 et 74 de ce Code qui établissent une démarcation très nette entre les réparations et les peines ; et d'autre part les infractions définies et prévues par des lois spéciales. Si les lois spéciales sont muettes on doit se conformer au droit commun, donc « limiter la responsabilité aux restitutions et aux dommages-intérêts » ; si les lois spéciales établissent la responsabilité des amendes alors il n'y a pas de difficultés, « il n'y a plus de question. » Merlin cite à titre d'exemple l'ordonnance de 1669 relative aux délits de pâturages dans les bois, la loi du 22 août 1791 sur les douanes, le décret du 1^{er} germinal an XIII sur les droits réunis. Ces trois textes sont fondamentaux dans la matière ; nous les retrouverons dans la suite de cette étude. Depuis 1814 d'autres lois ont institué la responsabilité civile de l'amende mais la règle posée par Merlin demeure vraie : cette responsabilité exceptionnelle est étrangère à l'ensemble de notre système pénal, elle ne peut exister sans texte, et le juge ne doit pas la prononcer par analogie. Merlin

1. Merlin, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, tome XXV, à l'article « Responsabilité civile des Délits. »

cite à l'appui de sa consultation un arrêt de Cassation du 14 juillet 1814 confirmant un arrêt par lequel le fermier d'une pêche avait été déclaré non soumis à la responsabilité de l'amende infligée à son préposé. « Attendu, dit la Cour de Cassation, que, si dans certains cas, déterminés par des lois spéciales et positives, les amendes sont considérées comme des réparations civiles, et si, dans ces cas, des tiers en sont déclarés responsables, ce sont des exceptions qui doivent être strictement renfermées dans leurs termes. »

Le premier objet de cette étude doit donc être de rechercher les cas de responsabilité de l'amende. Ils se groupent d'eux-mêmes en deux catégories, la première comprenant des délits commis au préjudice du fisc, la seconde des infractions à des règles de police. Il ne saurait s'agir ici d'entrer dans un détail complet au sujet de chacun d'eux et de préciser, par exemple, toutes les hypothèses où des propriétaires de marchandises répondront de l'amende de contributions indirectes encourues par leurs agents ; nous nous attacherons seulement à propos de chaque catégorie d'amendes aux difficultés tenant à son caractère particulier, et principalement à celles qui touchent à l'étendue et à la nature de la responsabilité, nous efforçant toujours de distinguer cette responsabilité de la responsabilité personnelle. Ce travail est

une étude de droit civil plutôt que de droit pénal ; il vise une application particulière et anormale de l'article 1384 plutôt que la matérialité des infractions qui y donnent lieu. Aussi la revue générale des infractions ouvrant cette responsabilité étant faite dans les deux premiers chapitres, il restera à dégager, dans le dernier, les caractères essentiels, la nature et le fondement de la responsabilité des amendes pour autrui ; c'est-à-dire définir l'obligation de la personne responsable. Ce chapitre comportera l'examen et la critique des théories doctrinales construites sur cette question. C'est lui qui donnera son sens à l'ensemble d'un travail dont la première partie aura forcément quelque chose d'aride et de dispersé.

CHAPITRE PREMIER

Les amendes fiscales

Tout un groupe d'amendes donnant lieu à la responsabilité pour autrui sont des amendes fiscales. Ces amendes, prononcées à l'encontre des fraudes fiscales, sanctionnent tantôt des délits, tantôt des contraventions. Elles ont des caractères spéciaux qui les distinguent des amendes ordinaires (1), notamment en ce qui concerne le sursis et les circonstances atténuantes. Les administrations lésées ont dans beaucoup de cas l'exercice direct de l'action ; et elles peuvent transiger. Un autre caractère commun aux amendes fiscales, c'est qu'elles peuvent être recouvrées contre les personnes civilement responsables. C'est ce qui nous intéresse ici ; c'est pourquoi elles forment l'une des deux classes d'infractions que nous avons à examiner.

1. Garraud, *Traité de Droit pénal*, 3^e éd, t. II, n^o 633. Voir aussi : Pandectes françaises : Impôts, n^o 7598 et suiv ; Desserteaux, *Des caractères juridiques de l'amende fiscale* (*J. d. parquets*, 1910, 1, p. 127).

Il y a dans l'ensemble des amendes fiscales un groupe spécial, soumis à des règles propres, et qui réclameraient une étude particulière ; ce sont les amendes de timbré (1) et d'enregistrement. Elles ont un caractère pénal très atténué, étant prononcées par l'administration, non par les tribunaux, qui n'en connaissent que sur la réclamation des contrevenants ; elles sont prononcées à l'occasion d'actes juridiques plutôt que de faits et cette circonstance, tenant à leur nature, restreint le champ d'application, en ce qui les concerne, de la responsabilité pour autrui. Nous les laisserons de côté dans ce travail, nous en tenant aux amendes fiscales vraiment répressives, qui sont celles de douanes et de contributions indirectes ; nous y joindrons l'étude des amendes relatives aux postes et aux relais.

Les amendes de douanes. — La loi du 22 août 1791 porte dans l'article 20 du titre XIII : « Les propriétaires des marchandises seront responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens ».

En déclarant responsables les « propriétaires », le législateur a semblé viser une catégorie de personnes dont l'article 1384 Code civil ne fait pas mention. Mais en réalité les propriétaires sont présumés les

1. Voir Rep. D. Timbres, n° 179 et suiv : Responsabilité, n° 681.

commettants des délinquants ; c'est comme maîtres plutôt que comme propriétaires que cette responsabilité les atteint. Le texte lui-même l'indique puisqu'il parle de leurs « facteurs, agents, serviteurs et domestiques » énumération qui ne prend de sens que si à la qualité de propriétaire est jointe celle de commettant. D'ailleurs il est admis que les consignataires et commissionnaires sont responsables des amendes infligées à leurs préposés, bien que n'étant pas propriétaires ; un capitaine de navire a été condamné comme responsable de l'importation frauduleuse de menus objets par un des employés du bord (1).

Ce texte doit donc être entendu largement, et de même que les commettants non propriétaires, il atteint les parents, qu'il ne nomme cependant pas (2). Mais les parents jouissent ici, sur les commettants, du même avantage que leur reconnaît l'article 1384 ; ils peuvent dégager leur responsabilité en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher l'infraction (3).

La jurisprudence a parfois appliqué cette responsabilité aux personnes civilement responsables de

1. Bordeaux 12 déc. 1888, Sup. au Rep. D. Douanes n° 683. On peut encore citer : Cass. 22 mars 1907, D. 1909. I. 406, qui condamne une C^{ie} de chemins de fer comme civilement responsable de l'amende encourue par un mécanicien faisant de la contrebande.

2. Cass. 30 nov. 1869. S. 1870. I. 115,

3. Cass. 5 sept. 1828. Rép. D. Douanes n° 1008.

mineurs acquittés faute de discernement (1) Cette jurisprudence a été approuvée par certains auteurs comme M. Trébutien, et on a dit à sa défense que les contrebandiers auraient beau jeu à faire commettre les contraventions par des enfants très jeunes qui seraient déclarés irresponsables, et qui leur éviteraient l'amende. Bien que cette observation soit juste, nous ne croyons pas que les tribunaux puissent condamner quelqu'un à payer une amende qui n'est infligée à personne ; il ne saurait y avoir de peine sans infraction. Dans une affaire d'octroi, la Cour de Paris a déclaré très exactement que « tant que la culpabilité du fraudeur n'est point judiciairement établie, il n'y a ni cause ni fondement légal à la responsabilité invoquée contre son patron » (2).

En matière de douanes comme dans les autres matières qui font l'objet de ce travail, la responsabilité de l'amende doit s'appuyer sur une condamnation principale infligée au délinquant. Elle n'est pas une substitution d'un coupable à un autre ; elle n'est que la garantie donnée à l'Etat relativement aux suites pécuniaires d'une condamnation pénale. Ainsi lorsqu'en matière de douanes l'auteur de l'infraction est absous après avoir dénoncé ses com-

1. Cass. 13 mars 1844, S. 1844. 1. 366 et 18 mars 1842. S. 1842. 1. 465.

2. Paris, 7 déc. 1882. D. 832. 179.

plices dans l'acte de corruption (loi du 4 germinal an II art. 2 du titre IV) le propriétaire de la marchandise ne saurait être garant de l'amende encourue, mais non prononcée ; la mise hors de cause du contrevenant le dégage. De même si, usant de son droit, l'administration des Douanes transige avec le contrevenant, elle ne peut demander à la personne responsable le paiement de ce qui a été abandonné du montant de l'amende ; et elle ne pourrait pas davantage, ayant consenti, après le jugement, une modération de l'amende, faire déclarer le propriétaire ou le patron responsable pour le reliquat (1).

Les Amendes de Contributions indirectes.

— La responsabilité pour autrui en matière d'amendes de contributions indirectes se fonde sur le décret du 1^{er} germinal an XIII concernant les droits réunis, qui porte dans son art. 35 la disposition suivante : « Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens. » Ce texte est la reproduction

1. Il peut arriver, dans certains cas, en matière de douanes, qu'une personne soit condamnée personnellement sans avoir pris part à la fraude. C'est ce qui arrive, par exemple, lorsque le conducteur d'un train où se trouvait une marchandise prohibée est poursuivi comme transporteur, et personnellement condamné par application de l'art. 1 du titre 5 de la loi du 21 août 1791. Cass. 6 janvier 1905 D. 1908. 1. 52. L'analogie avec les cas que nous étudions ici n'est qu'apparente, car le transporteur n'est pas responsable pour autrui ; il a commis lui-même une infraction.

presque littérale de l'art. 20 du titre XIII de la loi du 22 août 1791, qui établit la même responsabilité en matière de douanes. Aussi la jurisprudence en a tiré des applications identiques.

Comme en matière de douanes la jurisprudence a étendu aux parents la responsabilité civile des amendes (1). Cette extension a été combattue par certains auteurs, à raison de la nature exceptionnelle de cette responsabilité (2). Mais comme nous l'avons dit déjà — et nous aurons l'occasion d'y revenir — il y a là un mouvement général de la jurisprudence, dans tous les domaines de la responsabilité de l'amende pour autrui (3).

C'est ici le lieu de faire une remarque importante qui s'applique au plus grand nombre des délits étudiés dans le présent travail : souvent la personne prise en faute n'est pas l'auteur véritable de l'infraction ; les infractions fiscales, comme celles de grande voirie, de police du travail, peuvent n'être aucunement imputables à l'agent matériel du fait illicite. Le transporteur d'une caisse fermée contenant des bois d'allumettes et qui ne serait pas muni d'un acquit à caution, par exemple, ne pourrait pas être condamné à l'amende de 100 à 1.000 francs prévue par l'art. 27 de la loi du 30 janvier 1907, s'il est de bonne

1. Cass., 11 oct. 1834. S. 1834. 1. 708.

2. Sourdat, *De la Responsabilité*, t. II, n° 780.

3. V. Garraud, *Traité th. et prat. de Droit pénal*, t. II, n° 635 en note.

foi ; le dernier alinéa de l'art. 27 permettant au transporteur d'invoquer le bénéfice des dispositions de l'art. 13 de la loi du 21 juin 1873. Ce dernier article a une portée plus générale et il déclare que « les transporteurs ne seront pas considérés eux et leurs proposés ou agents, comme contrevenants, lorsque, par une désignation exacte et régulière de leurs commettants, ils mettront l'administration en mesure d'exercer des poursuites contre les véritables auteurs de la fraude ». De même le souscripteur d'un acquit inexact qui n'a été que le mandataire du véritable expéditeur laisse toute la responsabilité à celui-ci ; la contravention ne peut lui être imputée s'il est de bonne foi ; et l'expéditeur, auteur réel de la fraude, sera condamné directement (1). Dans ces cas comme dans beaucoup d'autres, l'auteur apparent de l'infraction, celui contre lequel aura pu être dressé le procès-verbal, qui même peut se trouver d'abord seul poursuivi, devra finalement rester indemne de toute condamnation ; la peine sera appliquée au commettant. — L'apparence des choses ne doit pas tromper ; ce n'est pas comme civilement responsable que le commettant supportera l'amende, c'est comme contrevenant. Si la peine est d'emprisonnement, il subira la prison. Nous ne sommes plus ici dans l'hypothèse prévue par l'art. 35 du titre XIII du décret du 1^{er} germinal an XIII.

1. Cass., 3 mai 1907. D. 1909. I. 404.

Le départ entre les cas où une personne est responsable personnellement et ceux où elle n'est responsable que dans les termes du Décret de germinal, est parfois délicat. Certaines décisions de jurisprudence prêtent, à ce point de vue, à la critique. Ainsi la Cour d'Amiens, sur renvoi, a décidé le 4 février 1887 (1), que le propriétaire d'un café dans lequel sont saisies des cigarettes de contrebande, vendues par un garçon de l'établissement, doit être considéré comme le vendeur de ces cigarettes sans pouvoir arguer de l'ignorance où il était de ce trafic, et doit être condamné personnellement à l'amende. La Cour de Paris, confirmant un jugement du Tribunal de la Seine, avait débouté l'administration de ses poursuites contre le patron. Mais la Cour de Cassation déclara « qu'aux termes de l'art. 35 du décret du 1^{er} germinal an XIII les maîtres sont responsables en ce qui concerne les droits, amendes, confiscations et dépens, du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques », ce qui ne saurait être contesté, mais ce qui ne justifie pas une condamnation prononcée directement contre le maître. Le décret de germinal rend responsables les propriétaires, et, par extension les parents et les commettants, du recouvrement de sommes d'argent ; mais il n'en fait pas des délinquants. Si la solution de la Cour d'Amiens était exacte, il s'en suivrait que l'emprisonnement prévu

1. S. 1889, 2. 60, et même année 1, 139.

par l'art. 222 de la loi du 22 avril 1816 contre les vendeurs en fraude de tabac aurait pu, dans l'espèce, être appliqué au patron comme tel ; conséquence qui suffit à juger le système. D'ailleurs il a été reconnu par la Cour de Cassation que lorsqu'un commerçant a chargé un agent de tous ses rapports avec l'administration des contributions indirectes et que cet agent commet une contravention à lui imputable, l'industriel n'est que civilement responsable de l'amende ; le préposé, qui est le délinquant, conserve la responsabilité directe et personnelle de son acte (1).

La recherche du véritable délinquant est une question de fait ; mais quand l'infraction est imputable à l'auteur de l'acte, le commettant ne saurait être condamné à sa place ; il ne peut avoir à subir que la responsabilité civile (2).

Les amendes d'octroi, comme celles de contributions indirectes sont recouvrables contre les propriétaires des marchandises ; la règle du décret de germinal s'applique à elles (loi du 28 avril 1816, titre II, art. 150). Dans une affaire de contravention d'octroi la Cour de Bastia a eu l'occasion de rappeler et d'appliquer les distinctions nécessaires entre la

1. Cass., 22 juil. 1911. D. 1912. 1. 454.

2. Au cas où la responsabilité de l'art. 35 du Décret de germinal existe, toutes formalités accomplies à l'égard de l'agent matériel de l'acte sont opposables à la personne responsable. Cass., 29 juin 1899. D. 1900. 1. 477.

responsabilité pénale personnelle et la responsabilité de l'amende pour autrui. Un mineur déclaré irresponsable ayant fait une fausse déclaration à l'octroi, la Cour de Bastia refusa de condamner comme auteur du délit son père, pour le compte duquel il transportait des marchandises et déclara que la responsabilité civile du père demeurait sans objet, tant qu'une condamnation n'était pas encourue par les auteurs de l'infraction (1). Cet arrêt, en ce qui concerne la responsabilité civile de l'amende encourue par un mineur irresponsable s'oppose à d'anciens arrêts rendus en matières de douanes cités plus haut. La solution de la Cour de Bastia est plus juridique ; s'il n'y a pas de condamnation il n'y a pas de peine, et il n'y a pas non plus de suites pécuniaires de la peine qui puissent être mises au compte d'un tiers responsable.

Il serait inutile et fastidieux de donner une liste des cas où en matière de contributions indirectes, l'amende peut être recouvrée contre les personnes civilement responsables. Le texte du décret de germinal ne fait pas de distinctions ; il embrasse donc toute la matière des contributions indirectes, et s'applique aux amendes pour contraventions aux droits sur les boissons, vinaigres, bougies, huiles,

1. Bastia, 6 nov. 1901. S. 1902. 2. 39. Voir également l'arrêt de Paris cité plus haut, du 7 déc. 1882.

cartes à jouer, au monopole des allumettes et du tabac, etc. (1).

Poudres. — La loi de finances du 25 juin 1841 porte dans son article 25 que les dispositions des articles 222, 223, 224 et 225 de la loi du 28 avril 1816 sont applicables à la fabrication illicite, au colportage et à la vente des poudres. De la combinaison de ces articles avec l'article 240 de la même loi de 1816 il résulte que les amendes en matière de fabrication et de vente de poudre sont attribuées pour une part au personnel saisissant. On en a tiré cette conclusion (2) que ces amendes ayant un caractère indemnitaire devaient être prononcées contre les personnes civilement responsables. Il est plus simple et plus exact de dire que le renvoi à la loi de 1816 est seulement un signe de l'analogie existant entre les amendes de contributions indirectes et celles de poudres ; car ce n'est pas le fait pour une amende de recevoir une destination particulière qui en autorise le recouvrement contre les parents ou les maîtres. Mais le rapprochement établi entre ces amendes est fondé sur

1. La loi du 9 juillet 1836 sur les droits applicables à la navigation intérieure, qui n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, rendait les propriétaires de bateaux responsables des amendes résultant des contraventions commises par les bateliers et conducteurs (art. 20). Ce n'était là d'ailleurs qu'une application particulière de la règle posée par le Décret de germinal car les contraventions à cette loi étaient assimilées aux contraventions en matière de contributions indirectes.

2. Trébutien, *Cours de Droit criminel*, t. I, p. 257 et suiv.

une similitude de nature, et on peut inférer de cette similitude une solution pareille au sujet de la responsabilité. La jurisprudence l'a fait (1).

Quant aux amendes relatives à la fabrication de la dynamite et de la nitro-glycérine, édictées par la loi du 8 mars 1875, elles peuvent atteindre un chiffre si élevé qu'il est douteux que le système de la responsabilité pour autrui doive leur être appliqué.

L'amende de relais. — Cette amende n'a pas un caractère exclusivement fiscal, non plus que celle sanctionnant l'immixtion postale dont l'étude suivra. Mais l'une et l'autre protègent un monopole, et à ce titre il a paru qu'elles pouvaient être classées avec les amendes fiscales.

La loi du 15 ventôse an XIII impose aux entrepreneurs de voitures publiques et messageries l'obligation de payer une indemnité aux maîtres des relais de poste dont ils n'utilisent pas les chevaux. Cette indemnité fixée à 25 centimes par cheval avait pour but de protéger les maîtres des relais et de favoriser leur industrie. L'article 2 de cette loi prévoit les contraventions à cette disposition et les sanctionne de la façon suivante : « Tous les contrevenants aux dispositions ci-dessus seront poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle, et condamnés à une

1. Cass., 24 août 1850. D. 51.5.403 ; Metz, 27 nov. 1867. D. 67. 2.247. Ce dernier arrêt prononce l'amende pour le fait d'un mineur irresponsable, et la met à la charge des parents.

amende de 500 francs dont moitié au profit des maîtres de poste intéressés, et moitié à la disposition de l'administration des relais ». Notons d'ailleurs que la condamnation à l'amende n'empêchait pas la condamnation au paiement des indemnités dues aux maîtres des relais.

Rien dans la loi de l'an XIII n'établit la responsabilité de l'amende. Cependant la Cour de cassation a reconnu l'existence de cette responsabilité (1), à la charge du père. « Attendu, dit-elle, que l'amende prononcée par l'article précité de la loi du 15 ventôse an XII a, par la destination spéciale des deniers en provenant, le caractère de dommages-intérêts ; d'où il suit que par suite de la combinaison des articles 1384 du Code civil et 10 du Code pénal le sieur J. père, comme civilement responsable des dommages causés par son fils mineur ; a été légalement condamné solidairement avec lui pour le montant de la dite amende. » Strictement, ce raisonnement n'est pas inattaquable ; l'amende en question n'est pas une simple réparation puisqu'elle se cumule avec l'indemnité due au maître des relais ; le caractère pénal qu'elle conserve devrait s'opposer à ce qu'elle soit mise, en l'absence d'un texte, à la charge d'une personne étrangère au délit. Si la matière des relais de poste était toujours actuelle la jurisprudence

1. Cass., 20 déc. 1834. S. 35.1.247. Voir également : C. 21 nov. 1840. *Rép. D. Responsabilité*, n° 513, en note.

sur ce point aurait peut-être changé car on ne considère plus aujourd'hui les amendes fiscales comme de simples réparations. Par suite on ne saurait fonder la responsabilité de ces amendes sur les articles 1384 du Code civil et 10 du Code pénal.

L'Immixtion postale. — L'arrêté du 27 prairial an IX « qui renouvelle les défenses faites aux entrepreneurs de voitures libres de transporter les lettres, journaux, etc. » par les lois antérieures des 26 août 1790 et 21 septembre 1792 et par l'arrêté du 26 vendémiaire an VII prononce contre les contrevenants une amende de 150 francs au moins et de 300 francs au plus. L'article 9 de cet arrêté est ainsi conçu : « Les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et messageries seront civilement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours. »

Remarquons la netteté de ce texte, et le soin avec lequel il précise la nature civile de la responsabilité des maîtres de poste, réservant leur recours contre leurs préposés. Toute idée d'une responsabilité pénale, qui aurait sa source dans une sorte de présomption de complicité, se trouve écartée.

On peut se demander si cette responsabilité doit être limitée rigoureusement au maître de poste et à l'entrepreneur de transport ; la jurisprudence ne paraît pas avoir tranché nettement la question. Il semble qu'on peut admettre que le patron dont

l'employé s'immisce, à l'occasion d'un acte de son service, dans le transport des correspondances, soit déclaré responsable de l'amende ; il y a en effet une analogie très prochaine entre ce cas et celui de l'arrêté de prairial ; cette assimilation serait en accord avec la tendance de la jurisprudence à étendre aux responsables de l'article 1384 en général la responsabilité exceptionnelle de l'amende.

Les tribunaux ont appliqué à l'entrepreneur de transport, la responsabilité de l'arrêté de prairial (1). Cependant, parfois, ils se sont écartés gravement de son texte et ils ont déclaré les entrepreneurs de transport « personnellement responsables » (2). C'est là une violation certaine de la loi, qui précise tout particulièrement la nature civile de la responsabilité encourue. L'erreur est particulièrement frappante dans un arrêt de la Cour d'Orléans, sur renvoi, du 17 juillet 1906 (3). Un marchand de charbon, B... avait installé, dans des bureaux d'omnibus à Paris des boîtes où les clients pouvaient déposer leurs commandes et où ses agents venaient les recueillir. La Cour de cassation reconnut dans ce fait le délit d'immixtion postale et la Cour d'Orléans déclara que le patron B... était civilement responsable de l'amende prononcée contre ses préposés. « Attendu

1. Lyon, 21 nov. 1864. S. 1866. 2. 361.

2. Dijon, 22 nov. 1876. Sup. D. XIII, p. 102.

3. S. 1906. 2. 283.

que si aux termes de l'article 9 de l'arrêté de l'an IX les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et messageries sont personnellement responsables des contraventions de leurs porteurs, cette disposition exceptionnelle et rigoureuse ne pourrait être sans injustice appliquée à un marchand de combustibles, que c'est donc à bon droit que le ministère public a cité devant le Tribunal correctionnel de la Seine B... et O... (les agents) à raison de la contravention qui leur était imputable et que c'est à bon droit aussi qu'il a cité B...(le patron) comme civilement responsable aux termes du droit commun, des actes accomplis par ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions. » Ce langage contredit celui de l'arrêté d'une façon évidente ; la Cour d'Orléans semble avoir adopté cette interprétation abusive pour pouvoir appliquer à B..., dont la qualité n'était pas celle d'entrepreneur de transport, la responsabilité civile ; en élevant d'un degré la responsabilité de ce dernier, elle se justifiait d'infliger à B..., moins strictement tenu, la responsabilité civile. Mais c'est là de l'arbitraire et d'ailleurs le droit commun invoqué par l'arrêt en ce qui concerne B... ne saurait justifier une condamnation au paiement de l'amende pour autrui ; cette matière est toute entière soustraite au droit commun. Dans cette espèce, on pouvait envisager plusieurs solutions : ou B... ne devait pas être assimilé à l'entrepreneur de transports et alors sa

responsabilité comme patron n'existait pas, ou il devait l'être et alors subir comme tel la responsabilité civile de l'arrêté, ou encore il aurait pu être considéré comme auteur principal de l'infraction et personnellement condamné (comme il avait été décidé dans une espèce identique par la Cour de Paris le 17 février 1869 et la Cour de cassation le 11 juin 1869) (1). Dans tous les cas la doctrine de l'arrêt d'Orléans est inexacte et il faut laisser la responsabilité pénale à l'auteur de l'infraction (2).

Souvent d'ailleurs il sera difficile de discerner, ici comme en matière de contributions indirectes, qui est l'auteur véritable de l'infraction ; c'est là une question de fait. Il pourra arriver que ce soit le patron lui-même (arrêt de Paris de 1869 précité) ou que le patron et son employé soient tous les deux considérés comme auteurs de l'infraction (Tribunal correctionnel de la Seine, 9 juillet 1908) (3). Mais quand le patron n'est en cause que comme tel, il ne peut être déclaré que civilement responsable (4).

1. D. 69. 1. 487.

2. Voir Cass., 20 mai 1914. D. 1916. 1. 47.

3. D. 1908. 5. 63.

4. En ce qui concerne les fraudes du public relatives au service des postes (déclaration frauduleuse de valeurs supérieures à la valeur réelle insérée dans une lettre, punie par la loi du 4 juin 1859, usage de timbres-poste ayant déjà servi, puni par la loi du 16 octobre 1849, etc.) aucun texte ne met à la charge des parents

ou des maîtres l'amende ainsi encourue par les mineurs ou préposés. Cependant il arrive, en pratique, que les tribunaux prononcent cette responsabilité. — Voir Caen, 9 mai 1877. D. 1879. 2. 41, qui, dans une affaire de fausse déclaration, n'admet que la responsabilité des dommages.

CHAPITRE II

Les Amendes de Police

Dans ce chapitre sont groupées plusieurs catégories d'amendes qui ont ce trait commun de donner lieu à la responsabilité pour autrui et de n'être pas des amendes fiscales. Elles se ressemblent encore en ce qu'elles sanctionnent des règles de police, ce mot étant pris dans son acception la plus large. Toutes les amendes fiscales donnent lieu à la responsabilité pour autrui ; il n'en est pas de même des amendes de police, qui ne l'ouvrent pas d'une façon aussi générale. Ainsi les amendes en matière de chasse ne doivent pas être supportées par les parents ou les maîtres ; car l'article 28 de la loi de 1844 sur la chasse établit la responsabilité des père, mère, tuteur et commettant relativement aux dommages-intérêts et frais, mais non quant aux amendes. De même les amendes de petite voirie ne peuvent pas être recouvrées contre les personnes civilement responsables. Ces différences entre des amendes très analogues peuvent être difficiles à justifier ; mais elles sont

certaines. En sorte qu'on ne doit pas parler de la responsabilité en matière d'amendes de police de la même façon qu'en matière d'amendes fiscales ; il y a des amendes de police qui entraînent cette responsabilité, mais non pas toutes.

Celles qui l'entraînent peuvent se grouper sous quatre chefs : les amendes de grande voirie, celles de pêche et de forêts, celles de police du travail, celles relatives à l'enseignement supérieur et au service des greffes. Il y a quelques mots à dire d'abord d'une amende concernant la police militaire, qui n'existe plus.

Amende prononcée contre les réfractaires.

— La loi du 16 floréal an XI a un article 9 ainsi conçu : « ... Le commissaire requerra dans le même délai, contre le conscrit réfractaire, et contre ses père et mère, comme civilement responsables, la condamnation à l'amende portée par la loi du 17 ventôse an VIII » (1). Ce texte n'est plus en vigueur ; la loi du 18 mai 1875 qui a modifié l'art. 230 du Code de justice militaire, inflige l'emprisonnement à l'insoumis, sans prononcer aucune amende recouvrable contre ses parents. L'article 84 de la loi de 1905 qui punit d'emprisonnement les personnes coupables du recel des insoumis excepte même, en renvoyant à l'article 248 du Code pénal, les proches parents de

1. Duvergier, t. XIV.

l'insoumis. L'esprit de la législation a donc changé sur ce point. Mais en 1814 lorsque Merlin fut consulté sur la responsabilité des amendes il pouvait citer et il cita en effet, parmi les exceptions au principe de la non-responsabilité, le cas prévu par l'article 9 de la loi du 16 floréal an XI.

Les amendes de grande voirie et de police de roulage. — Les textes qui fondent la responsabilité pour autrui en matière d'amendes de grande voirie sont des arrêts du Conseil du roi et des édits, qui sont toujours en vigueur ; et parmi lesquels on peut citer l'arrêt du Conseil du 16 décembre 1759, ayant en vue la protection des plantations situées sur le bord des grands chemins, infligeant aux gardes et conducteurs de bestiaux contrevenants une amende de 100 livres « de laquelle amende les maitres, pères, chefs de famille et propriétaires des bestiaux seront et demeureront civilement responsables » (1), et un édit antérieur d'août 1669 portant règlement général pour les eaux et forêts et disant (titre XIX art. 13) : « demeureront les maitres, propriétaires de bestiaux et pères de famille responsables civilement des condamnations rendues contre les bergers (2). » L'arrêt du Conseil du 27 février 1765 (3) sur les permissions de voirie et alignements

1. Isambert, t. XXII.

2. Isambert, t. XVIII.

3. Isambert, t. XXII.

institue également une responsabilité de l'amende pour autrui, à l'encontre des personnes qui, sans qualité, fourniraient les alignements ou permissions; mais c'est là une responsabilité particulière, qui se cumule avec une punition directe, prononcée « suivant l'exigence des cas ».

La loi des 19-22 juillet 1791 a maintenu en vigueur ces anciens règlements, dans son article 29, disant : « ... sont également confirmées provisoirement les règlements qui subsistent touchant la voirie ». Par conséquent se trouvait confirmée et maintenue la disposition qui étendait la responsabilité des personnes civilement responsables aux amendes de grande voirie.

La loi du 30 mai 1851 sur la police du roulage contient une disposition relative à la responsabilité des amendes. Son article 13 est ainsi conçu : « Tout propriétaire de voiture est responsable des amendes, des dommages-intérêts et des frais de réparation prononcés en vertu des articles du présent titre, contre toute personne préposée par lui à la conduite de sa voiture. Si la voiture n'a pas été conduite par ordre et pour le compte du propriétaire, la responsabilité est encourue par celui qui a préposé le conducteur. »

Ces responsabilités sont appliquées en ce qui concerne les contraventions de grande voirie et celles prévues par les articles 4 et 9 de la loi de 1851 par

la juridiction administrative et en ce qui concerne les autres infractions à la police du roulage par les tribunaux correctionnels et de police.

La juridiction administrative a fait une application très large de ces textes, d'autant plus large que les infractions dont elle a à connaître n'entraînant jamais l'emprisonnement, elle était moins portée à faire des distinctions rigoureuses entre la responsabilité directe et la responsabilité pour autrui. La confusion paraît d'abord de peu de conséquence : elle a cependant des inconvénients sérieux.

Dans certains cas le Conseil d'Etat l'a évitée soigneusement. Dans un arrêt du 20 janvier 1888 (1), il condamne le propriétaire d'un troupeau ayant divagué sur la voie ferrée à la réparation du dommage, mais non pas à l'amende, le conducteur du troupeau, auteur de l'infraction, n'ayant pas été poursuivi. C'est reconnaître que le propriétaire n'encourt, comme tel, que la responsabilité civile pour autrui, et que l'amende ne saurait le frapper directement.

Mais la juridiction administrative n'a pas toujours respecté cette distinction (2). Dans deux arrêts rendus dans des affaires analogues d'avaries causées par des bateaux à des barrages sur des rivières ou

1. *Rec. du C. d'E.*, 1888, p. 77.

2. Voir : Larcher, *Du caractère de l'amende en matière de grande voirie* (*Revue critique*, 1899).

canaux, le 29 novembre 1879 (1) et le 8 mai 1896 (2) les propriétaires ont été condamnés directement, avec leurs agents, à l'amende, alors qu'ils n'avaient pris personnellement aucune part à la contravention. Dans l'affaire de 1879 le moyen tiré de la personnalité des peines n'avait pas été soulevé, il le fut dans celle de 1896 ; cependant le Conseil d'Etat ne s'y arrêta pas, estimant trouver un fondement suffisant à la condamnation du propriétaire dans l'article 11 de l'arrêt du Conseil du 24 juin 1777. Cet article édicte une amende contre ceux qui « feraient ou occasionneraient » des dégradations ou destructions ; mais non contre les propriétaires restés personnellement étrangers à l'infraction. La responsabilité civile du propriétaire pour l'amende n'est même pas établie par ce texte ; on peut l'admettre néanmoins en considérant l'étroite analogie de ce cas et des infractions aux règles sur la protection des chemins pour lesquelles des arrêts antérieurs la reconnaissent. Mais le Conseil d'Etat en prononçant une condamnation solidaire, excède les limites de la responsabilité civile de l'amende.

Nous trouvons un exemple bien net de l'application de la responsabilité civile dans un arrêt du 3 juin 1892 (3), relatif à un dépôt d'immondices sur

1. *Rec.*, 1879, p. 762.

2. *Rec.*, 1896, p. 387.

3. *Rec.*, 1892, p. 545.

une route. La condamnation est prononcée contre les ouvriers auteurs de l'infraction ; leur patron est déclaré civilement responsable de l'amende ; mais les entrepreneurs principaux avec lesquels ce dernier avait passé un contrat de sous-entreprise, qui le constituait entrepreneur lui-même, voient leur responsabilité mise hors de cause, contrairement à l'arrêté du Conseil de Préfecture attaqué.

D'ailleurs il arrive souvent que le propriétaire ou l'entrepreneur est responsable personnellement bien que l'acte matériel délictueux ait été commis par ses agents. Ce n'était pas le cas, à notre avis, dans les affaires d'avaries aux barrages. Mais c'est le cas dans d'autres arrêts comme les suivants : celui du 20 avril 1894 (1) qui condamne directement les administrateurs d'une société pour avoir donné, sans autorisation, l'ordre de poser des fils ou supports au-dessus d'une route, les administrateurs étant, dans ce cas, les auteurs mêmes de la contravention ; celui du 8 juin 1894 (2) qui condamne l'entrepreneur de transports ayant fait circuler sur une route d'Algérie des voitures attelées d'un nombre de mulets supérieur à celui fixé par un arrêté ministériel, et déclare la contravention imputable au patron, non aux charretiers ; celui du 15 avril 1910 (3) qui condamne

1. *Rec.*, 1894, p. 279.

2. *Rec.*, 1894, p. 379.

3. *Rec.*, 1910, p. 321.

solidairement le patron et l'ouvrier auteurs d'anticipation sur le rivage de la mer, le patron ayant dirigé lui-même cet empiètement ; celui du 5 avril 1911 (1) qui condamne une société de construction d'automobiles aux réparations suite d'une contravention d'usure anormale de la route occasionnée par des essais de vitesse qu'elle avait organisés (dans cette espèce il n'y a pas eu de condamnation à l'amende, en raison de la prescription, mais la responsabilité directe de la société est établie par l'arrêt) (2). La condamnation du maître ou du propriétaire nous paraît ici légitime, non par la raison que ce serait pour son compte que l'infraction a été commise — ce qui ne justifierait que la responsabilité civile — mais parce que, dans ces différentes espèces, le maître ou le propriétaire a commis lui-même l'infraction et qu'il encourt de ce fait une sanction pénale personnelle.

Nous ne pouvons souscrire à cette appréciation de M. Hauriou (3) : que l'amende de grande voirie est « une pénalité indifférente à la question d'imputabilité » et d'après lequel nous serions « en présence d'un délit objectif, c'est-à-dire d'un fait puni à raison de sa seule matérialité » ; ni aux conclusions de M. Laferrière (4) qui ne voit pas dans les contraven-

1. *Rec.*, 1911, p. 427.

2. Voir aussi : C. d'E., 30 nov. 1910. D. 1912.3.134.

3. Note sous C. d'E., 8 mai 1896. S. 1897.3.113.

4. *Traité de la juridiction administrative*, t. II, p. 642.

tions de grande voirie de véritables pénalités et qui déclare que « la répression des contraventions de grande voirie atteint directement des personnes qui ne pourraient encourir d'après le droit commun qu'une responsabilité civile et dérivée ». — L'amende de grande voirie est incontestablement une peine ; elle n'est pas prononcée contre les héritiers du délinquant ; l'action se prescrit comme en matière de contravention, par un an (1) ; de plus l'amende s'ajoute aux réparations (2). L'obligation au paiement qui atteint la personne civilement responsable ne saurait équivaloir à la condamnation personnelle ; le propriétaire ou le maître qui a payé conserve son recours contre l'auteur de la contravention, faculté qui lui serait interdite s'il était lui-même un délinquant. Aussi la distinction des cas où le maître apparaît comme contrevenant et de ceux où il n'est que responsable doit être faite avec soin, bien que parfois délicate (3). Si la jurisprudence administrative

1. Cf. Nancy, 6 fév. 1892. S. 1892.2.109. Cet arrêt classe les contraventions de grande voirie punies de peines correctionnelles parmi les délits et applique à l'action née de ces contraventions la prescription triennale.

2. Contre le caractère pénal de l'amende de grande voirie on a invoqué le fait qu'elle était infligée même à des personnes morales. Voir, pour l'amende infligée à une commune C. d'E. 18 fév. 1910 D. 1912.3.15. Ce n'est pas un motif suffisant pour refuser à cette amende son caractère de peine, si bien établi par ailleurs. Ce serait tout au plus une anomalie ; certains auteurs contestent même l'application de cette amende aux personnes morales. Voir article de Larcher précité.

3. Notons qu'une personne ne peut être déclarée civilement res-

a, dans certains arrêts, paru négliger cette distinction, elle ne se refuse pas, en principe, à l'observer ; l'on objecterait en vain que la jurisprudence administrative suit des règles particulières et se dispense d'invoquer, spécialement en matière de responsabilité, les textes du droit civil, car elle se fonde en définitive sur les principes généraux du droit, qui exigent un discernement entre la faute personnelle et la responsabilité de la faute d'autrui.

Ces mêmes distinctions s'imposent avec plus de force encore en matière de police du roulage soumise à la compétence des tribunaux correctionnels ou de simple police, car la peine peut être alors de l'emprisonnement.

Les contraventions à la police du roulage dévolues aux tribunaux ordinaires ne comportent d'ailleurs pas toutes la responsabilité de l'amende à la charge du propriétaire ; celles qui sanctionne l'art. 471 ou l'art 475 du Code pénal restent soumises au droit commun et n'entraînent pas cette responsabilité exceptionnelle (1). Les contraventions au décret du 10 mars 1899 sur la circulation des automobiles rentrent dans cette catégorie ; elles ne trouvent pas leur sanction dans la loi de 1851 et le propriétaire ne

responsable de l'amende infligée à son préposé si elle n'a pas été mise en cause à l'instance. Cette règle qui est générale en matière pénale ordinaire, vaut également devant la juridiction administrative. C. d'E., 21 mars 1890. *Rec.*, 1890, p. 326.

1. Cass., 4 février 1898. D. 1899. I. 584.

doit pas supporter l'amende prononcée contre son préposé ; en fait il est atteint bien plus durement car la jurisprudence le considère d'une façon presque constante comme l'auteur direct de la contravention, soit qu'il ait dû veiller lui-même à la conformité de son véhicule aux prescriptions du décret et des arrêtés préfectoraux (1) ; soit qu'on le présume auteur direct de certaines contraventions, telles que l'excès de vitesse, jusqu'à ce qu'il en ait fait connaître l'auteur véritable (2). Mais si le propriétaire du véhicule est ainsi très souvent considéré comme responsable personnellement, rien n'autorise cependant à lui appliquer la responsabilité civile de l'amende et c'est à tort, croyons-nous, qu'il en a été parfois jugé autrement (3).

Les Amendes de Pêche Maritime. — La pêche côtière a été réglementée par le Décret-loi du 9 janvier 1852 et par des décrets postérieurs qui en règlent l'application. L'art. 12 de ce décret est ainsi conçu : « Pourront être déclarés responsables des amendes prononcés pour contraventions prévues par la présente loi, les armateurs des bateaux de pêche, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits des patrons et équipages de ces bateaux ; ceux

1. Trib. de pol. Paris. 18 oct. 1906. D. 1908.5.16. *Id.* Argenteuil, 9 juil. 1907. D. 1908.5.16. Cass., 12 février 1904. D. 1904.1.60.

2. Trib. de pol. Versailles, 28 mars 1903. S. 1903.2.372.

3. Trib. corr. de Montmédy, 4 déc. 1900. D. 1903.2.134.

qui exploitent les établissements de pêcheries, de parcs à huîtres ou à moules et de dépôts de coquillages, à raison des faits de leurs agents ou employés. Ils seront, dans tous les cas, responsables des condamnations civiles. Seront également responsables, tant des amendes que des condamnations civiles, les pères, maris et maîtres, à raison des faits de leurs enfants mineurs, femmes, préposés et domestiques (1). » Les pénalités prévues par ce décret sont des amendes comprises entre 5 et 250 francs, et un emprisonnement de 3 à 20 jours. La responsabilité de l'amende ne pèse pas également sur toutes les personnes énumérées par l'art 12 ; les tribunaux peuvent ne pas l'imposer à l'armateur. Il ne semble pas du reste que les pères et maris soient tenus d'une façon si rigoureuse qu'ils ne puissent en aucun cas échapper à la responsabilité de l'amende ; la rédaction du texte a seulement pour but de les opposer à l'armateur, dont la responsabilité n'est que facultative pour le juge.

On peut citer, comme application de cet article 12, un arrêt du 22 octobre 1910 (3) de la Cour de cassation qui déclare que l'amende infligée au préposé d'un propriétaire d'étang salé communiquant avec la mer, pour s'être opposé à la visite des gardes

1. La loi du 15 janvier 1884 sur la police de la pêche dans la Mer du Nord reproduit ces dispositions relatives à la responsabilité.

2. D. 1912.1.476.

maritimes, devait être supportée par le propriétaire de l'étang comme civilement responsable.

La responsabilité des amendes n'existe pas en matière de pêche fluviale ; l'article 74 de la loi du 15 avril 1829 n'applique aux père, mère, tuteurs, maîtres, etc. que la responsabilité civile, ordinaire de l'article 1384 du Code civil, auquel il renvoie. C'est la même règle, édictée en termes semblables, qu'édicte l'article 28 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse.

Les Amendes forestières. — Dans notre ancien droit les ordonnances forestières, de même que celles concernant les routes et les chemins, édictaient une responsabilité civile de l'amende, à la charge des maîtres et des parents (édit d'août 1669, tit. XIX art. 13) Le Code forestier rompt, en principe, avec ce système, et l'article 206 déclare que la responsabilité des délits qu'il sanctionne sera réglée conformément à l'article 1384 du C. Civ. et « s'étendra aux restitutions, dommages intérêts et frais ... » Il n'y est pas question des amendes. Par suite, seules les réparations civiles peuvent être demandées aux maîtres et aux parents (1).

Mais de nombreux textes du Code forestier dérogent à la règle de l'article 206 et rétablissent une responsabilité de l'amende pour autrui. L'article 6

1. Cass. 3 janv. 1846. D. 1846.4.311.

applique aux gardes négligents, les amendes encourues par les délinquants (1) ; l'article 28 porte : « les cautions sont en outre solidairement tenues du paiement des dommages, restitutions et amendes qu'aurait encourues l'adjudicataire » ; l'article 45 rend les adjudicataires responsables des délits commis dans leurs ventes et non signalés par leurs agents dans un délai de cinq jours ; l'article 46 est ainsi conçu : « Les adjudicataires et leurs cautions seront responsables du paiement des amendes et restitutions encourues pour délits et contraventions commis dans la vente par les facteurs, garde-vente, ouvriers, bûcherons, voituriers et tous autres employés par les adjudicataires (2) » ; l'article 72 rend les communes responsables des condamnations pécuniaires prononcées contre les pâtres ou gardiens chargés de conduire les troupeaux réunis des habitants dans les forêts domaniales dont les communes sont usagères ; l'article 147 punit d'amende les propriétaires des voitures trouvées hors des chemins dans les forêts et l'article 199 inflige une amende aux propriétaires d'animaux trouvés de jour dans les bois ; les amendes de l'article 147 et de l'article 199

1. C., 23 mars 1850. D. 1850.5.242.

2. L'article 82 étend la responsabilité des adjudicataires aux entrepreneurs de l'exploitation des coupes délivrées aux usagers et aux communes usagères. Quant aux articles 81 et 103 ils établissent, en matière de coupe d'affouage, contre les agents négligents, une responsabilité « personnelle » et « sans recours ».

sont calculées d'après le nombre et l'espèce des animaux ou des voitures.

Tous ces textes n'établissent pas la même responsabilité. La rédaction des articles 147 et 199 indique que l'amende prononcée est une peine infligée directement aux propriétaires en raison d'une contravention à eux imputable, car ces articles ne disent pas que les propriétaires seront responsables de l'amende encourue par leurs préposés ; l'article 199 dit : « les propriétaires d'animaux... seront condamnés à une amende de... » et l'article 147. : « Ceux dont les voitures... seront condamnés... » La jurisprudence a admis, en conséquence, que les poursuites pouvaient être dirigées directement contre le propriétaire, sans que le pâtre ou le conducteur de la voiture soient poursuivis (1) ; le préposé peut d'ailleurs être poursuivi lui aussi, bien que le texte ne le nomme pas (2). Dans ces conditions le caractère personnel et direct de la responsabilité du propriétaire semble incontestable ; cependant la Cour de cassation en a jugé autrement en ce qui concerne l'amende de l'article 199, et elle a déclaré que le pâtre est le véritable auteur du délit (3), que la responsabilité imposée par

1. Orléans, 12 janv. 1846. D. 1846.2.59 ; Cass. 20 juin 1851. D. 1851.5.276

2. Nancy, 18 déc. 1845. D. 1846.2.93. Voir en ce sens : Puton, *Législ. forestière*, p. 161, et : Meaume, *Commentaire du Code forestier*, t. II, n° 1386.

3. Cass. 15 mars 1902., S. 1905.1.201. Note de M. Roux, dans le sens du texte.

ce texte au propriétaire « n'est en réalité qu'une responsabilité civile qui, contrairement au droit commun, comprend les amendes elles-mêmes » et elle en a conclu que l'action peut être régulièrement intentée contre le pâtre lui-même et contre le propriétaire comme civilement responsable. Cette interprétation a peut-être l'avantage de ramener l'article 199 dans la même catégorie que les articles 6, 28, 45, etc., du Code forestier, qui établissent une responsabilité civile, et de faire disparaître le caractère anormal d'un délit pouvant consister dans le fait autrui ; mais elle se heurte à la netteté de rédaction de l'article 199 qui crée non une responsabilité, mais un délit, et elle a contre elle de nombreux arrêts antérieurs (1).

Ainsi la responsabilité des articles 147 et 199 doit être distinguée de celle des articles 6, 28, 45, 46, 72 qui établissent une responsabilité de l'amende pour autrui. En ce qui concerne ces derniers articles il faut noter que la responsabilité se trouve limitée par eux à des personnes déterminées ; elle ne doit pas atteindre, par extension, les parents comme on l'admet en matière de douanes et de contributions indirectes. Sauf le cas de l'article 6 et celui de l'article 45, les responsables de l'amende sont des maîtres ou commettants, mais il est douteux qu'il faille appré-

1. Voir Nancy, 4 février 1846. D. 1846.2.93 ; Paris, 2 nov. 1892. D. 1893.2.73.

cier leur responsabilité suivant les règles sévères de l'article 1384, qui ne leur permet jamais d'y échapper en se disculpant (1). Cette responsabilité demeure civile, non personnelle, bien que d'anciens arrêts aient déclaré que celle des articles 45 et 46 était une véritable culpabilité reposant sur une « collusion coupable » (2) et que la responsabilité des délits des préposés était, au regard des adjudicataires, « fondée sur ce qu'ils sont alors présumés les avoir commis eux-mêmes (3) ». C'est là une extension abusive des dispositions déjà rigoureuses de la loi. En ce qui concerne l'article 6, on admet que la responsabilité qu'il édicte est purement civile et que le garde négligent ne saurait être condamné à l'emprisonnement (4) ; au sujet de l'article 45 il y a controverse, mais l'adjudicataire pouvant recourir contre les auteurs de l'infraction (5) et n'étant pas exposé à l'emprisonnement, il nous paraît certain que sa responsabilité n'est pas directe et personnelle ; c'est à tort qu'on a compté pour la récidive une condamna-

1. Voir Cass., 11 janv. 1912. D. 1916. 1.179. Cet arrêt est rendu en matière de réparation civile, non d'amende, mais il semble que la solution indiquée par la Cour de Cassation soit applicable à plus forte raison à la responsabilité de l'amende. Cependant voir Cass., 4 juil. 1912. D. 1913. 1.197.

2. Cass., 27 janv. 1838. R. D. vol. 3, p. 536.

3. Cass., 26 nov. 1840. *Ibid.*

4. Cass., 21 sept 1837. R. D. Forêts, n° 183.

5. Trib. civ. de Bayonne, 4 février 1908. *Gaz. des Trib.*, 1908. 242, 2^e sem.

tion fondée sur l'article 45 (1) ; le fait que dans le cas de l'article 45 comme dans celui de l'article 6 le responsable se trouve seul en cause, l'auteur du délit étant inconnu, ne doit pas induire en erreur et faire déclarer le garde ou l'adjudicataire passible lui-même, directement, de la peine. La responsabilité de l'article 46 a évidemment un caractère dérivé, non direct (2). Au sujet de l'article 72, qui vise les communes, on a soutenu qu'il ne mettait pas les amendes à la charge des communes, mais seulement les dommages-intérêts et les frais ; on ne voit aucune bonne raison de décider ainsi alors que l'article 72 ne comporte dans ses termes aucune restriction et que l'article 82 impose aux communes usagères, en

1. Trib. corr. de Niort, 27 nov. 1846. *Bul. for.*, t. 4, p. 468. La jurisprudence a tendance à assimiler trop facilement, pour la récidive, les condamnations à des responsabilités forestières et les condamnations directes. Voir Bastia, 18 janv. 1850. D. 1850. 2. 66. Cette assimilation se heurte à une véritable impossibilité juridique : l'art. 78 du Code forestier rend l'emprisonnement obligatoire s'il y a récidive ; que le préposé d'un adjudicataire commette le délit prévu par cet article, si on fait compter la responsabilité de l'adjudicataire pour la récidive et que l'adjudicataire ait antérieurement commis personnellement le même délit, le juge serait tenu en vertu de l'article 78 de condamner l'adjudicataire à l'emprisonnement, et cela lui serait en même temps interdit par l'article 46 qui limite la responsabilité de l'adjudicataire aux amendes. Cette contradiction juge le système.

2. Voir Cass., 4 juil. 1912 précité. M. Garraud considère la responsabilité des articles 45 et 46 comme une responsabilité pénale personnelle. Garraud, *Traité*, t. II, p. 439. Si cette théorie était vraie, pourquoi cette responsabilité serait-elle limitée à l'amende, alors que la condamnation principale peut comporter l'emprisonnement ?

matière de coupes faites à leur profit, l'entière responsabilité de l'adjudicataire qui comporte, à n'en pas douter, l'amende (1).

La loi du 18 juillet 1906 qui a atténué certaines amendes forestières, diminué l'étendue de la responsabilité de l'article 45 et de l'article 46 en retranchant les délits commis à l'ouïe de la cognée, a supprimé la mention de la contrainte par corps des articles 28 et 46 et confirmé par là le caractère d'ailleurs non douteux des responsabilités forestières.

Il y a donc, dans le Code forestier, des textes qui établissent un délit pouvant consister dans le fait d'autrui : ce sont les articles 147 et 199 ; l'infraction qu'ils sanctionnent, a il est vrai, un caractère quelque peu anormal, mais des délits de ce genre ont été déjà relevés plus haut, en matière de police du roulage, et d'autres analogues se trouveront encore dans la matière des industries réglementées. Il y a dans le Code forestier, en outre, une série de dispositions instituant une responsabilité pécuniaire, non pénale ; ce sont les articles 6, 28, 45, 46 et 72, qui imposent aux gardes ou adjudicataires, au moins provisoirement, la charge de la partie pécuniaire de la peine,

1. Voir *Rép. prat. de Droit. D. Forêts*, n° 2079. *Rép. D.*, n° 1500. Il y a des arrêts dans les deux sens ; Voir Toulouse, 5 janv. 1883. D. 1884. 5.493, et, dans le sens indiqué : Toulouse, 8 fév. 1862. D. 62.2.97.

mais non pas la peine elle-même⁽¹⁾. Cette distinction est importante, et elle ressort avec clarté des textes cités.

Le conversion des amendes en prestations en nature organisée par la loi du 18 juin 1859, au cas d'insolvabilité, ne paraît pas pouvoir s'appliquer aux personnes civilement responsables de l'amende.

Les Amendes de Police du Travail. — La loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie porte dans son article 25 : « ... Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants. » La loi du 2 novembre 1892, sur le même objet, reproduit littéralement cette disposition dans son article 26 ; il en est de même de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (art. 7) et de celle du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire (art. 14). Les lois du 9 septembre 1848 et du 30 mars 1900, sur la durée du travail des adultes ne contiennent pas cette règle relative à la responsabilité du chef d'industrie ; mais dans la codification des lois sur le travail, cette disposition a été reprise par l'article 184 du livre II, titre IV, qui l'a revêtue d'un caractère général et étendue à toutes les lois

1. Sur le caractère nettement pénal des amendes forestières, qui fonde la nécessité de cette distinction, voir : sous Cass., 25 mars 1914. D. 1914.1.190 la note de M. Ch. Guyot.

portant réglementation du travail industriel, y compris celle du 23 avril 1919, de sorte qu'aujourd'hui la responsabilité de l'amende s'étend à toutes les infractions commises en matière de police du travail.

La responsabilité pénale des contraventions à la police du travail est encourue par les manufacturiers, directeurs ou gérants. Elle ne saurait l'être par un employé subalterne, tel qu'un contremaître, qui n'a pas le pouvoir de régler lui-même le travail dans l'usine (1). Mais la responsabilité du directeur ou du gérant, qui est une responsabilité pénale et personnelle, absorbera souvent la responsabilité civile, parce que se trouveront réunies dans la même personne la qualité de gérant et celle de chef d'industrie. C'est ce qu'a exprimé la Cour de Cassation en disant que la responsabilité pénale « se confond avec la responsabilité civile du chef d'industrie (2) ». Cela arrive dans les petites industries, et, d'une façon générale toutes les fois que le chef d'industrie exerce un contrôle direct et habituel sur l'atelier où la contravention est constatée (3).

Mais dans la grande industrie le chef d'industrie devient distinct du gérant qui encourt la responsabilité pénale et la responsabilité civile de l'amende

1. Pic, *Législ. industrielle*, p. 676. Voir Cass., 16 mai 1896. D. 97.2.82.

2. Cass., 8 mai 1897. D. 1897.1.621.

3. Voir Amiens, 18 mars 1878. S. 1878.2.117 ; Cass., 24 janv. 1902. S. 1903. 1. 463. Cass., 4 août 1911. D. 1912. 1. 137.

trouve alors à s'appliquer. La condamnation pénale ne peut atteindre un directeur d'industrie qui, en fait, a délégué ses pouvoirs à des ingénieurs, se trouvant dans l'impossibilité d'exercer une surveillance personnelle sur ses chantiers ; la Cour de Cassation l'a reconnu par un arrêt important du 28 juin 1902, rejetant un pourvoi formé dans l'intérêt de la loi (1). Les travaux préparatoires de la loi de 1874 avaient affirmé l'intention du législateur de punir les personnes dirigeant actuellement les ateliers où la contravention est constatée (2) » (rapport Tallon) ; il était donc certain que le directeur de vastes chantiers de construction navale ne pouvait être déclaré personnellement responsable d'une contravention commise dans un atelier dont la direction était confiée à un ingénieur. L'arrêt du 28 juin 1902 qui met le directeur hors de cause déclare que « la loi du 12 juin 1893 n'a nullement entendu s'écarter des principes qui régissent la responsabilité pénale » et que « par cela seul qu'elle proclame la responsabilité civile encourue par le chef d'industrie à l'occasion des condamnations prononcées contre ses directeurs, gérants ou préposés, elle exclut manifestement l'idée d'une concentration de toute la responsabilité pénale sur sa tête ». Lorsque le chef d'industrie échappe à la responsabilité pénale, comme dans ce cas, il encourt

1. D. 1903.1.585.

2. D. 1874.4.95.

néanmoins la responsabilité civile et c'est alors précisément que l'art. 25 de la loi de 1874 et les articles semblables des lois postérieures trouvent leur application. Par « chef d'industrie » il faudra souvent entendre la société propriétaire de l'établissement industriel, de même que les obligations et charges imposées par la loi de 1898 sur les accidents du travail aux « chefs d'entreprise » pèsent sur les sociétés industrielles et commerciales.

On ne doit pas confondre la responsabilité des amendes imposée au chef d'industrie par les lois sur la réglementation générale du travail et la responsabilité directe et personnelle que la jurisprudence a souvent reconnue à la charge des chefs d'entreprise astreints dans leur exploitation à certaines règles protectrices de la salubrité ou de la sécurité publique. Tels sont les directeurs de carrière, les entrepreneurs de (1) démolitions, de vidanges, les gérants de cafés, etc. Ces personnes sont considérées comme obligées personnellement à assurer l'exécution des lois et arrêtés de police visant leur industrie, et le fait de leurs employés ou ouvriers suffit à les mettre en état de contravention personnelle (sans d'ailleurs que les préposés soient nécessairement exonérés) (2). La jurisprudence est constante sur ce point, parce qu'elle considère que les

1. Voir Rép. D. Sup. *Resp.* n° 689.

2. C., 18 nov. 1881. D. 1884.5.244.

P. Béguin

prescriptions légales relatives aux industries réglementées placent le chef d'entreprise dans l'obligation d'exercer une action directe sur le fait d'autrui (1), et que par suite « dans le cas même où l'infraction a été commise par le fait de ses préposés, il est possible, comme eux, de la pénalité encourue » (2). La responsabilité directe du chef d'entreprise est à rapprocher ici de celle édictée par les articles 147 et 199 du Code forestier contre les propriétaires de voitures et d'animaux, et de celle qui existe dans certaines hypothèses examinées plus haut, en matière de grande voirie et de police du roulage. Cependant il y a une mesure à garder dans l'application de cette responsabilité et seules les peines sanctionnant une infraction imputable au chef d'entreprise peuvent lui être appliquées directement, non pas toutes celles qui pourraient être prononcées, pour toutes infractions de police, contre ses agents. La Cour de cassation a fait cette distinction, en cassant un jugement de simple police qui condamnait à l'amende le directeur d'une Compagnie générale des eaux pour une contravention à un règlement général de police commise par un employé de la Compagnie (3). M. Edmond Villey fait remarquer très justement, en note sous

1. C., 30 déc. 1892. D. 1894.1.364. Il s'agissait là, dans une entreprise de démolitions, d'une contravention au règlement municipal imposant la démolition au marteau.

2. C., 21 déc. 1907. S. 1910.1.593.

3. C., 13 juillet 1893. S. 1894.1.202.

cet arrêt, que l'arrêté auquel l'employé avait contrevenu ne s'adressait pas directement à la Compagnie et que le directeur « n'avait manqué à aucune obligation à lui spécialement et personnellement imposée à raison de son industrie ». Dans la pratique, ce discernement de responsabilité est délicat. La Cour de cassation, dans une espèce très voisine de la précédente, a admis la responsabilité pénale du directeur de l'entreprise⁽¹⁾ ; il est vrai qu'il y avait, dans ce second cas, infraction au traité intervenu entre la ville et la Compagnie. Quoi qu'il en soit, le principe demeure que le chef d'une industrie réglementée ne doit répondre personnellement que de son infraction à lui ⁽²⁾ ; la difficulté n'est que de préciser en fait les limites de sa contravention propre. Au reste la responsabilité du chef d'industrie est fondée ici sur le droit commun, c'est-à-dire sur l'article 471 § 15 du Code pénal ; c'est dire que la responsabilité civile de l'amende pour autrui n'a pas lieu ⁽³⁾. Ou bien le chef d'industrie est responsable et il l'est pénalement ;

1. C., 12 mai 1893. S. 94.1.202.

2. Cf. Garraud, *Traité de Dr. pén.*, t. VI, p. 438 et suiv. M. Garraud écrit à propos de la responsabilité pour autrui en matière de contravention : « ...la responsabilité pénale, pour le fait d'autrui a son rapport nécessaire, conformément au droit commun, dans une faute personnelle à celui qu'on veut incriminer. »

3. Il suit de là que si l'industrie réglementée est exercée par une société, la société elle-même ne pourra aucunement être tenue de l'amende, ni directement, comme personne morale, ni comme responsable pour autrui, puisque cette responsabilité n'existe pas dans la matière. C., 8 mars 1883. D. 1884.1.428.

ou bien il ne l'est pas et échappe alors aux conséquences de l'infraction. Ainsi l'amende en matière d'industrie réglementée ne rentre pas dans le cadre de notre étude ; nous n'en avons traité sommairement qu'à cause de l'analogie apparente qui existe entre les solutions qui lui sont applicables et certaines de celles qui se rencontrent en matière de contravention aux règles sur la police du travail.

La Responsabilité des greffiers et des administrateurs d'établissements libres d'enseignement supérieur. — L'article 59 du décret du 6 juillet 1810 et l'article 29 du décret du 18 août 1810 établissent contre les greffiers une responsabilité pour « toutes amendes, restitutions, dépens, dommages-intérêts résultant des contraventions, délits ou crimes dont ses commis se seraient rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions » .S'agit-il là, en ce qui concerne l'amende, d'une responsabilité pour autrui ? On peut en douter. En fait c'est toujours le greffier qui est censé agir par l'intermédiaire de ses commis ; il est donc naturel qu'il assume la responsabilité personnelle des infractions commises par eux dans l'exercice de leurs fonctions, sauf à recourir ensuite contre eux (1).

L'article 19 de la loi du 12 juillet 1875 sur l'enseignement supérieur porte : « Tout refus de se sou-

1. Cf. C., 21 janv. 1864. S. 1864. 2. 19.

mettre à la surveillance telle qu'elle est prescrite par l'article 7 sera puni d'une amende de 1.000 à 3.000 francs et en cas de récidive de 3.000 à 6.000 francs. Si la récidive a lieu dans le courant de l'année qui suit la première condamnation, le jugement pourra ordonner la fermeture du cours ou de l'établissement. Tous les administrateurs de l'établissement seront civilement et solidairement responsables du paiement des amendes prononcées contre l'un ou plusieurs d'entre eux ». Il s'agit là d'une responsabilité civile, non personnelle. Ainsi l'administrateur d'un établissement libre d'enseignement supérieur qui aurait été déclaré responsable une première fois dans les termes de l'article 19 et qui, se trouvant ensuite seul administrateur d'un autre établissement, commettrait la même infraction n'encourrait pas, croyons-nous, l'amende de 3.000 à 6.000 francs prévue pour la récidive.

CHAPITRE III

La Nature et le Fondement de la Responsabilité des Amendes pour autrui

Après avoir étudié les cas où la loi établit la responsabilité de l'amende pour autrui, nous avons à examiner dans ce dernier chapitre la nature propre, les caractères, le fondement de cette responsabilité exorbitante du droit commun. Rarement, croyons-nous, une étude d'ensemble en fut tentée. Cependant on peut considérer cette responsabilité comme une institution juridique d'un ordre spécial, méritant l'attention et l'examen, bien qu'elle ne repose pas sur des textes aussi fermes que ceux du Code civil en matière de responsabilité civile. Ce sont des nécessités pratiques qui ont poussé le législateur à établir cette sanction, par des lois spéciales édictées successivement et sans lien entre elles ; ces lois ont été appliquées et interprétées par les tribunaux judiciaires d'une part, par les tribunaux administratifs de l'autre. Il n'y a pas de texte de principe. Cependant les

principes généraux du droit doivent s'appliquer ici comme ailleurs en tant qu'il n'y est pas expressément dérogé, et c'est à leur lumière que nous allons examiner la nature de cette responsabilité, recherchant d'abord quelles sont les personnes qui ont à la supporter, dans quelle mesure elles y sont tenues, quels sont ses caractères essentiels, et enfin comment elle s'explique et quel est son fondement.

Qui supporte cette responsabilité ? — Chacune des lois qui établit la responsabilité de l'amende énumère certaines catégories de personnes responsables ; nous avons reproduit ces textes. Les propriétaires de marchandises sont visés par les lois sur les douanes et contributions indirectes ; les armateurs, parents, maris le sont par le décret-loi sur la pêche ; les adjudicataires par le Code forestier ; les patrons par la loi sur la police du travail. D'une façon générale les maîtres et commettants sont responsables, dans toutes les hypothèses envisagées ; et nous avons remarqué que la jurisprudence tendait à accroître le nombre des personnes responsables en mettant cette responsabilité à la charge de toutes les personnes rentrant dans les catégories prévues par l'article 1384 du Code civil ; ainsi les parents ont été assimilés aux propriétaires de marchandises en matière de douanes et de contributions indirectes (1).

1. Cass. 5 sept. 1828, 11 oct. 1834, précités. Voir Garraud, t. II n° 635 en note.

Cependant lorsque l'intention de la loi apparaît nettement de ne mettre cette responsabilité qu'à la charge d'une catégorie déterminée de personnes, on ne saurait l'étendre par analogie à des catégories non visées ; il en est ainsi en matière forestière, où les adjudicataires supportent du fait de leurs agents une responsabilité qui ne saurait être étendue aux parents de ces agents mineurs, et il en est de même en matière de police du travail et d'immixtion postale.

Le décret-loi de 1852 sur la pêche côtière nomme parmi les responsables le mari, qui n'est pas visé par l'article 1384 ; c'est là une responsabilité deux fois dérogatoire au droit commun, qui doit être renfermée dans les strictes limites du texte qui l'institue. L'énumération donnée par l'article 1384 doit donc être la limite que les tribunaux ne sauraient dépasser dans la détermination des personnes responsables de l'amende, limite qui ne doit pas même être atteinte toujours. En réalité dans la grande majorité des cas il s'agit de la responsabilité des maîtres et commettants ; la responsabilité des parents se rencontre aussi ; on ne voit pas d'application de celle des instituteurs, qui pourraient être déclarés responsables à l'occasion en qualité de commettants mais qui n'encourent peut-être pas, en matière d'amende, la responsabilité que leur attribue, comme tels, l'alinéa 4 de l'article 1384.

Comme en matière de responsabilité civile ordi-

naire, tant que le mariage dure et que les époux vivent ensemble, c'est le père seul qui assume la responsabilité de l'amende; la mère ne peut pas être poursuivie (1).

La responsabilité peut-elle être déclinée?

— Il est important de savoir si la responsabilité de l'amende peut être déclinée. La responsabilité civile de l'article 1384 peut l'être par les parents, instituteurs et artisans qui prouvent avoir fait ce qui dépendait d'eux pour éviter le fait dommageable. Remarquons d'abord que les personnes en cause se trouvant ici être le plus souvent des maîtres ou commettants, ne doivent pas être admises, en vertu des principes généraux, à s'exonérer; ainsi le groupe le plus nombreux des personnes responsables de l'amende ne peut pas s'exempter de ce fardeau (2). Cependant il a été admis qu'en matière de réparation civile forestière: « les commettants sont civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs préposés à moins qu'ils ne prouvent l'impossibilité dans laquelle ils se sont trouvés d'empêcher le délit commis par ces derniers » (Cass. 11 janv. 1912) (3); doctrine qu'on justifie en disant que la responsabilité des adjudataires s'étendant à tous les actes de leurs préposés, sans restriction, il

1. Douai, 7 mars 1905. D. 1906. 2. 395.

2. Douai, 16 janv. 1835. R. D. Postes, n° 56.

3. D. 1916. 1. 79.

est juste qu'elle puisse être déclinée lorsque l'adjudicataire prouve n'avoir pas été en état d'empêcher le délit, et en argumentant du texte de l'article 206 du Code forestier qui dispose que la responsabilité des délits forestiers sera réglée conformément au dernier paragraphe de l'art. 1384 du Code civil, par lequel il est permis aux parents instituteurs et artisans de se dégager (1). Ces arguments ne sont peut-être pas décisifs car ce paragraphe de l'art. 1384, auquel le Code forestier renvoie, refuse précisément ce droit aux maîtres et commettants. Quoi qu'il en soit, si on admet cette solution en matière de réparations civiles forestières, il semble qu'on doive l'admettre *a fortiori* en matière d'amendes, car la responsabilité de l'amende embrasse, comme la responsabilité civile, tous les actes des préposés et, ayant la même généralité d'application, elle devrait donc bénéficier des mêmes causes d'atténuation. Mais les maîtres et commettants responsables des délits de douanes, contributions indirectes, grande voirie, pêche côtière, police du travail, ne doivent pas être admis à faire la preuve de leur vigilance.

Quant aux parents on doit au contraire leur reconnaître ce droit, dans tous les cas, sauf, bien entendu, s'ils avaient en même temps à l'égard de leur enfant la qualité de commettants. Un arrêt du 5 septembre

1. V. R. D. Forêts, n° 453.

1828 de la Cour de cassation l'a nettement reconnu en matière de douanes disant « que lorsqu'une contravention aux lois de douanes a été commise par un fils mineur demeurant chez son père, celui-ci en est, sous le rapport de l'amende, civilement responsable, tant qu'il n'est pas prouvé qu'il n'a pas été en son pouvoir de l'empêcher » (1). Le père, dans l'espèce, était en cause uniquement comme tel ; il n'était pas le propriétaire des marchandises.

Somme toute c'est le droit commun de l'art. 1384 qui s'applique ici ; la responsabilité de l'amende doit être traitée comme une responsabilité civile, pour autrui et nous allons voir que telle est bien en effet sa nature.

Nature de la Responsabilité des amendes : civile, pour autrui. — Ainsi ce sont les personnes énumérées par l'article 1384 qui supportent, en principe, la responsabilité de l'amende ; et elles y sont tenues avec la même rigueur. La responsabilité de l'amende ne diffère d'ailleurs de la responsabilité civile ordinaire que par son objet, anormal et exceptionnel ; elle n'en diffère pas par sa nature. Nous allons voir que c'est une responsabilité civile, et une responsabilité pour autrui ; nous grouperons sous ces deux chefs les développements que nous devons consacrer à l'étude de ses conséquences ; de cet exa-

1. R. D. Douanes, n° 1008.

men se dégageront nettement ses caractères essentiels et sa nature. L'exposé qui suit sera d'ailleurs confirmé par la discussion que nous ferons plus loin des théories émises à son sujet.

La responsabilité des amendes est tout d'abord une responsabilité civile, en opposant ce terme à celui de responsabilité pénale. L'occasion de cette responsabilité est pénale, et c'est l'exécution d'une peine qu'elle garantit, mais elle la garantit par une obligation civile. D'où il suit qu'elle n'entraîne pas la contrainte par corps, qu'elle est applicable aux personnes morales, aux héritiers de la personne responsable, et qu'elle est, par elle-même, de la compétence des tribunaux civils.

La responsabilité des amendes n'entraîne pas l'application de la contrainte par corps à la personne responsable. Ce point, qui était douteux avant la loi de 1867 (1), n'est plus contesté aujourd'hui. M. Garraud lui-même qui critique théoriquement cette solution, en vertu d'un système que nous retrouverons, reconnaît qu'elle est certaine (2). La contrainte par corps ne garantit plus aujourd'hui que l'exécution des condamnations pénales ; et la personne déclarée responsable d'une amende ne subit pas elle-même une condamnation pénale. Il a été jugé

1. Voir Baudry-Lacantinerie et Barde, *Des Obligations*, t. III, n° 2936.

2. Garraud, *Traité de Droit pénal*, t. II p. 339.

par la Cour de cassation que le recouvrement, au profit de l'Etat, des frais de justice, ne pouvait être poursuivi contre les personnes civilement responsables par la voie de la contrainte par corps, et l'arrêt déclare que l'intention du législateur de 1867 et de 1871 « a été de n'autoriser cette mesure qu'à l'égard de ceux qui ont été condamnés comme coupables de crimes, délits et contraventions. » Cette solution est sans aucun doute applicable à la responsabilité des amendes, puisque la personne responsable n'est pas « condamné comme coupable ».

La responsabilité des amendes peut être prononcée contre une société (1) ; si, en principe, les personnes morales ne peuvent être atteintes directement par des sanctions pénales, rien ne s'oppose à ce qu'elles supportent le poids d'une amende infligée à un de leurs agents. Les personnes morales doivent répondre des amendes de même qu'elles répondent des dommages. Rappelons, entre autres exemples, qu'une compagnie de chemins de fer a été déclarée civilement responsable de l'amende de douanes encourue par un de ses mécaniciens (2).

Si un délit de la classe de ceux que nous avons énumérés a été commis, rendant responsable de l'amende une personne, et que cette personne vienne à mourir avant que la condamnation ait été pronon-

1. Cass., 25 avril 1884. D. 1885, 1.96.

2. Cass., 22 mars 1907. D. 1909, 1.406.

cée contre le délinquant, l'obligation que le fait délictueux a fait naître dans son patrimoine se transmet à ses héritiers, étant une obligation civile, non pénale ; et l'amende prononcée sera recouvrable contre les héritiers. Cette solution qui est certaine en matière de responsabilité civile ordinaire, est également exacte en matière de responsabilité de l'amende ; les auteurs l'approuvent (1).

Du fait que l'obligation de la personne responsable de l'amende a un caractère civil, suit encore cette conséquence, que, comme on peut s'assurer contre les conséquences du dommage causé par les préposés, enfants ou domestiques, on peut s'assurer contre la responsabilité de l'amende. En fait ce serait une question de savoir si les formules généralement employées dans les polices d'assurance contre les risques provenant du fait des domestiques garantiraient l'assuré contre la responsabilité de l'amende ; mais en droit on ne peut contester qu'une telle assurance serait possible et licite.

Lorsque le contrevenant est poursuivi seul devant la juridiction répressive, il est certain que la personne responsable qui n'aurait pas été mise en cause ne pourrait être déclarée responsable de l'amende ; mais si l'administration lésée ou le Ministère public voulaient obtenir ensuite contre elle une condamnation en

1. Sourdat. *Resp.* t. II, n° 775. R. D. *Resp.* n° 535.

responsabilité, c'est devant la juridiction civile que leur action devrait être portée ; le tribunal répressif serait incompétent, car l'action publique a été épuisée contre le délinquant et les parents ou les maîtres ne peuvent être poursuivis que par la voie civile. C'est la solution qui a été donnée en matière de délits forestiers par la Cour de cassation (1), bien que l'article 171 du Code forestier puisse, dans ce cas spécial, donner lieu à des hésitations : il dit en effet que les tribunaux correctionnels sont seuls compétents pour connaître des actions en réparation des délits et contraventions forestières. En matière d'octroi et de contributions indirectes il a été jugé (2) que l'action dirigée contre le maître, en tant que responsable, ressort, par sa nature, des tribunaux civils. Cependant la Cour de Paris a décidé, en matière d'octroi, que « lorsque le fraudeur a été... mis en jugement et condamné, rien ne s'oppose à ce que le tribunal correctionnel soit saisi à nouveau d'une seconde instance tendant à faire déclarer le patron solidairement responsable des effets de cette condamnation (3) ». Mais cet arrêt est particulièrement critiquable, en ce qu'il prétend que le délinquant et son patron sont « poursuivis au même titre » ce qui

1. Cass. 9 mai 1879. D. 1883.1.183.

2. Douai, 31 août 1832, R. D. Douanes, n° 1002. Cass. 29 avril 1843. *Ibid.*, Resp. n° 788.

3. Paris, 7 déc. 1882. D. 1883.2.179. Voir la note qui critique cette solution, et Sup. D. Octroi, n° 1285.

est manifestement inexact, et ce qui entraîne une confusion inacceptable entre la culpabilité et la responsabilité. La vraie solution est celle qui, respectant le caractère civil de la responsabilité de l'amende la soumet, quand elle est isolée de l'action publique, à la juridiction civile ; c'est elle qu'a exprimée l'arrêt de Douai de 1832, disant : « Si l'action civile n'a pas été jointe à l'instance correctionnelle, cette première conserve son caractère et reste, comme principale, dans l'attribution des tribunaux civils (1) ».

Cette règle ne peut pas s'appliquer en matière de grande voirie et de police du roulage soumise au Conseil de préfecture ; seule la juridiction administrative est compétente et c'est devant le Conseil de préfecture que devrait être portée une instance principale en responsabilité (2).

Telles sont les conséquences du caractère civil de la responsabilité de l'amende ; elles nous paraissent indiscutables. Elles témoignent de la nature civile d'une responsabilité profondément distincte de la responsabilité pénale. C'est aussi, avons nous dit,

1. La distinction entre l'instance principale et l'instance en responsabilité a été reconnue par la jurisprudence à un autre point de vue. Lorsque les deux actions se trouvent portées ensemble devant le même tribunal répressif, comme il arrive habituellement, la personne visée par l'action en responsabilité ne peut pas être condamnée directement, sans qu'une nouvelle action principale soit dirigée contre elle. Cass. 13 juillet 1893. S. 1893.1.536.

2. C. d'Etat, 21 mars 1890. D. 1891.3.85.

une responsabilité pour autrui, comme la responsabilité de l'article 1384. En réalité mettre en relief ce caractère « pour autrui » de la responsabilité des amendes, c'est simplement appliquer son caractère civil à cette circonstance qu'elle couvre le fait d'un tiers (si la responsabilité était pénale, il serait inutile d'ajouter qu'elle n'est pas pour autrui) ; ou mieux c'est la considérer sous le point de vue de son rapport avec la sanction directe qui frappe l'auteur de l'infraction. Le fait qui ouvre cette responsabilité a deux séries différentes de suites judiciaires, à l'égard de deux personnes différentes : la répression et la responsabilité de l'amende ; la première pénale, la seconde civile. Nous plaçant en face du délinquant, nous allons indiquer ce qui caractérise par comparaison à la sanction qui lui est appliquée, l'obligation accessoire de la personne responsable ; nous avons à marquer brièvement les traits suivants : la responsabilité ne crée pas une nouvelle peine, elle est uniquement pécuniaire, elle ne comporte pas d'inscription au casier judiciaire, elle ne compte pas pour la récidive et elle comporte un recours contre le délinquant.

Il va de soi d'abord qu'être responsable d'une peine infligée à autrui, ce n'est pas encourir soi-même une autre peine. Les tribunaux doivent prononcer une peine contre le contrevenant seulement. C'est là une vérité élémentaire ; cependant s'ils sui-

vaient d'une façon générale la tendance fâcheuse, que nous avons parfois signalée plus haut, à identifier responsabilité et culpabilité, ils pourraient être amenés, frappant deux coupables, à porter deux peines. Ce serait aller contre la lettre et l'esprit de la loi. La responsabilité est un accessoire de la condamnation principale. De là découle cette autre conséquence : un mineur étant acquitté faute de discernement, ses parents ne doivent pas être déclarés responsables de l'amende encourue, puisqu'elle ne peut pas être prononcée (1).

La responsabilité de l'amende est naturellement limitée à l'amende ; elle ne peut jamais comporter que l'obligation de payer une somme d'argent.

La personne responsable n'encourant pas elle-même la condamnation, cette condamnation ne doit pas être inscrite à son casier judiciaire. Il y a lieu au contraire à inscription sur celui du délinquant toutes les fois que l'infraction est punie d'une peine correctionnelle (2).

La récidive, dans les matières spéciales qui font l'objet de nos recherches, n'obéit pas d'une façon

1. Voir l'arrêt de Bastia du 6 nov. 1901, précité. Le système qui voit dans les amendes fiscales de simples réparations, aboutirait, par des motifs opposés, au même résultat de charger les parents de l'amende encourue par les enfants non responsables. Cette solution serait justifiée alors, non par l'idée d'une part prise au délit par les parents, mais par le principe même de l'article 1384. Nous repoussons plus loin ce système.

2. Loi du 5 août 1899, art. 1^{er}.

stricte aux règles du Code pénal ; elle existe cependant dans la plupart des cas, établie par chaque loi spéciale. Ce serait sortir du cadre de ce travail que de déterminer pour chaque série d'infractions, les règles de sa récidive propre. Notons seulement que la récidive de l'article 58 du Code pénal s'applique dans tous les cas, par exemple en matière de douanes (Cass. 4 mars 1892) (1), qu'en matière de fraude aux droits sur les boissons ou de fabrication illicite du tabac, l'amende est augmentée ou doublée (2), qu'en matière forestière une récidive générale est instituée par l'article 201 du Code forestier, produisant le doublement de la peine et que des récidives spéciales sont instituées par d'autres articles du même code (56, 72, 78...), qu'en matière de réglementation du travail il existe une récidive punissant l'infraction renouvelée d'une peine correctionnelle (3). Cela suffit pour qu'apparaisse l'intérêt primordial que présente à ce point de vue la reconnaissance du caractère pécuniaire et accessoire de la responsabilité de l'amende. Sans doute, si le délinquant est en état de récidive, l'amende prononcée s'en ressentira et la responsabilité imposée se trouvera plus lourde ; mais la condamnation en responsabilité ne devra jamais

1. D. 1892.1.440.

2. Loi du 28 avril 1816, art. 96 et 221 ; loi du 27 déc. 1900, art. 14.

3. Loi du 2 nov. 1892, art. 27 et 28 ; loi du 13 juillet 1906, art. 15.

servir de premier ou de second terme pour la mise en état de récidive de la personne responsable. Ainsi une personne déjà condamnée à l'emprisonnement pour un délit de douanes, et déclarée responsable de l'amende, moins de cinq années après, pour le même délit commis par son enfant ou son préposé, n'encourt pas les sanctions graves de l'article 58 du Code pénal, à savoir un emprisonnement au moins double du premier. C'est là une solution sûre, en plein accord avec celles qui précèdent, et d'ailleurs l'extrême et injuste rigueur de la solution contraire suffirait à la faire écarter. En matière forestière cependant nous avons vu que certaines décisions de jurisprudence ont admis que la responsabilité prononcée contre l'adjudicataire devait compter pour la récidive ; nous avons montré que c'était là une erreur, particulièrement choquante au cas où la responsabilité est prise comme second terme et où on arriverait à faire produire à cette obligation légale de garantir un paiement le résultat absurde d'entraîner l'emprisonnement.

Les responsables de l'amende, tenus de la payer, peuvent recourir contre l'auteur de l'infraction. En fait ce recours ne sera pas souvent exercé, parce que les délinquants offrent d'habitude peu de solvabilité et que l'amende est souvent légère. Mais en droit ce recours est incontestable. En matière de responsabilité civile ordinaire, il est admis unanime-

ment (1). En matière de responsabilité de l'amende on doit le reconnaître également, et même lui donner une portée plus générale. Sur ce terrain en effet, le recours ne rencontrera pas la limitation qui provient, sur celui de l'article 1384, de ce que l'auteur du fait est un enfant irresponsable car en pareil cas il ne doit y avoir ni condamnation, ni, par suite, responsabilité de l'amende. En outre il semble bien que le recours relatif à l'amende doit être admis dans tous les cas, sans qu'on puisse opposer à la personne responsable le fait qu'elle a commis une faute, comme on peut le faire en matière de responsabilité civile ordinaire ; car la somme dont il s'agit ici de désigner judiciairement le débiteur définitif est une amende, c'est le montant d'une peine et puisque la peine sanctionne une infraction, on ne peut douter que son auteur en conserve à sa charge toutes les conséquences. Nulle dette n'est plus personnelle que l'amende : le tribunal qui la prononce en déclare par là même le coupable débiteur du montant tout entier. La responsabilité n'est ici qu'un moyen de recouvrement au profit de l'État. Quelle faute de la personne responsable pourrait-on invoquer pour faire déclarer son recours non recevable ? Ou bien ce serait une faute pénale, une infraction personnelle, la rendant elle-même directement pas

1. Cf. Aubry et Rau, t. IV, § 447. Sourdat, *Resp.*, t. II, n° 769.

sible d'une amende, que le juge aurait dû prononcer, et qui ne se confondrait pas avec celle dont elle doit répondre ; ou bien ce serait quelque défaut de surveillance, pouvant justifier une participation aux réparations d'un délit civil, mais non d'un délit pénal, et encore moins, dans ce dernier cas, à l'amende. En matière de responsabilité civile la faute de la personne responsable l'oblige personnellement envers la victime du dommage ; mais en matière de responsabilité de l'amende, l'obligation au paiement reste tout entière, en fin de compte, à celui qui a été condamné. C'est là la doctrine qui nous paraît la plus exacte et la plus conforme aux solutions déjà établies (1).

Quoi qu'il en soit, le principe de ce recours n'est pas douteux ; il existe ici comme en ce qui concerne les frais de poursuite ; les lois de 1791 sur les douanes, de l'an XIII sur les droits réunis (2), l'arrêté de l'an IX relatif à l'immixtion postale et le décret de 1810 sur la responsabilité des greffiers le mention-

1. Il y a peu de jurisprudence sur cette question. Voir cependant au paragraphe des amendes forestières, le jugement de Bayonne admettant l'adjudicataire à exercer un recours pour l'amende qu'il avait dû payer par application de l'art. 45 du Cod. for.

2. Après avoir déclaré que les propriétaires n'ont aucun droit à faire valoir sur les objets confisqués ou saisis, ou sur leur prix, ces lois réservent, dans les mêmes termes, leur recours contre les auteurs de la fraude. Le texte ne précise pas l'objet du recours ; il peut porter sur le prix des marchandises saisies, mais à plus forte raison devra-t-il porter sur le montant de l'amende.

nent expressément. On doit l'admettre avec autant de raison dans les autres applications de la responsabilité de l'amende pour autrui. Bien entendu, il est de la compétence des tribunaux civils.

On doit remarquer, à propos de ce recours, que l'expression de « solidarité » dont usent certains textes et que les arrêts reproduisent souvent ne doit pas être interprétée dans son sens le plus large (1) ; la personne responsable est tenue à la façon d'une caution qui a stipulé la solidarité mais qui conserve tous ses droits dans ses rapports avec le débiteur principal, non pas à la façon d'un des débiteurs principaux d'une dette solidaire.

Au terme de cet examen de ses conséquences, la responsabilité de l'amende apparaît donc comme une sorte de cautionnement légal obligatoire imposé à certaines personnes de l'entourage du délinquant. C'est donc, dans sa nature intime, une obligation civile, bien qu'elle ait pour objet une satisfaction pénale.

On l'a parfois considérée autrement, et nous devons examiner rapidement les théories diverses que les auteurs ou la jurisprudence ont formulées sur elle.

M. Garraud (2), étudiant la responsabilité en matières d'amendes fiscales, déclare qu'on doit voir dans la

1. Sourdât, *Resp.*, n° 779.

2. *Traité de droit pénal*, t. II, p. 399.

responsabilité de l'amende pour autrui un délit *sui generis*, établi par la loi à raison d'« un fait personnel de négligence ou d'imprudence du tiers responsable », les parents ou maîtres étant « personnellement coupables, non d'avoir commis le délit, mais de l'avoir laissé commettre ». Il estime, en conséquence, que la contrainte par corps devrait leur être appliquée. Cette théorie aurait pour effet de créer une classe d'infractions non définies par un texte ; en outre la peine appliquée à ces infractions spéciales que commettraient les personnes responsables se trouverait fixée par la considération de la culpabilité dans l'auteur du délit principal, c'est-à-dire dans une personne étrangère à l'infraction accessoire (1). Ces raisons nous paraissent décisives contre la théorie de M. Garraud ; chaque délit doit être prévu par un texte, et sanctionné après un examen particulier. Enfin, dans ce système, on ne voit pas pourquoi, s'il y a un délit à la charge des parents pour avoir laissé commettre à leur enfant une infraction aux lois sur les douanes ou les contributions indirectes, il n'y en aurait pas un, analogue, pour tout délit, de quelque nature qu'il soit, que commettrait l'enfant. Si la

1. On peut ajouter que dans les cas où le juge a le choix entre la prison et l'amende (par exemple dans le cas prévu par l'art. 7 de la loi de 1852 sur la pêche côtière), suivant son choix, dicté par l'examen de la culpabilité du véritable délinquant, l'infraction accessoire serait ou ne serait pas punie, ce qui est inadmissible.

faute des parents (ou des maîtres) doit être prise en considération par la loi pénale, elle doit l'être aussi, et à plus forte raison, quand l'enfant commet un délit de droit commun, tel qu'un vol ; cette conséquence n'a jamais été admise. D'ailleurs la théorie de M. Garraud se heurte aux solutions établies relativement à la contrainte par corps, à la responsabilité des personnes morales, à la responsabilité des héritiers, etc.

M. Garraud critique lui-même fort justement le système de MM. Chauveau et Hélie (1) et de M. Sourdat (2), suivant lesquels la responsabilité de l'amende a son fondement dans une présomption de complicité, en faisant remarquer (3) que si les responsables étaient traités en complices, ils devraient subir une peine identique, et non pas seulement la responsabilité de l'amende. M. Sourdat écrit : « l'amende en matière fiscale ne cesse jamais d'être une peine ; seulement elle n'est pas rigoureusement personnelle ; c'est une dérogation aux principes, fondée sur une présomption légale de complicité, et que la loi établit sous la dénomination inexacte de responsabilité civile ». En dehors de l'objection très grave relative aux peines que comporte la complicité, on peut objecter à M. Sourdat qu'il est lui-même amené à dire quelques lignes

1. *Théorie du droit pénal*, t. I, n° 130.

2. *Resp.*, t. II, n° 779.

3. *Traité de droit pénal*, t. II, p. 238.

plus loin que les responsables ne sont tenus que « comme cautions » et qu'il a reconnu (1) la possibilité d'une condamnation en responsabilité contre les héritiers des responsables ; solutions impossibles à concilier avec l'idée de complicité. Si on poussait ce système à ses suites logiques, on aboutirait à cette conséquence invraisemblable : la peine, qui ne peut plus être prononcée contre les héritiers du délinquant, pourrait l'être contre ceux de son complice. Dès qu'on admet que l'obligation est transmissible aux héritiers, on est tenu d'admettre qu'elle est civile dans son principe.

M. Roux, dans des notes parues au *Recueil Sirey* (2), a élaboré une intéressante théorie de la responsabilité pénale du fait d'autrui. Les arrêts annotés sanctionnent des contraventions à l'article 199 du Code forestier et à des arrêtés de police concernant des industries réglementées. M. Roux estime que les infractions, prises en général, doivent parfois être imputées à des personnes qui n'ont pas participé matériellement à leur commission et que la culpabilité doit alors être reportée, d'échelon en échelon, jusqu'à l'auteur de l'acte dans lequel réside la cause déterminante de l'infraction. C'est ce que M. Roux exprime en disant : « Il existe certainement en dehors

1. *Resp.*, n° 775.

2. Sous Cass. 15 mars 1902. S. 1905. I. 201 ; 21 déc. 1907. S. 1910. I. 593. Voir aussi S. 1910. I. 49 et 1906. I. 247.

des cas où la loi admet une responsabilité collective, une responsabilité pénale du fait d'autrui, qui modifie ou plutôt suppose une interprétation plus large du rapport de causalité puisqu'elle rattache l'infraction à un autre qu'à son agent matériel » (sous l'arrêt de 1907). Et M. Roux se fondant sur certaines solutions intervenues en matière pénale, estime qu'il ne faut pas remonter seulement, vers la recherche de cette responsabilité pénale pour autrui, dans les directions indiquées par l'article 1384, mais se laisser guider par la causalité, qui peut conduire à incriminer un tiers, un étranger. Quelle que puisse être, en droit pénal, la valeur de cette théorie — qu'il est permis d'ailleurs de juger dangereuse et peu conforme aux principes sévères qui dominent l'interprétation des textes en droit pénal, — elle demeure en tous cas sans application possible dans la matière qui fait l'objet de ce travail. La responsabilité décrite par M. Roux serait une responsabilité directe et pénale, faisant encourir toute la peine, et plutôt que responsabilité on devrait l'appeler culpabilité. Tel n'est pas le caractère de la responsabilité des amendes ; cela ressort suffisamment de l'étude que nous en avons faite. D'ailleurs les cas à propos desquels M. Roux a élaboré ce système ne sont pas des cas de responsabilité de l'amende, mais des cas de responsabilité directe et personnelle, ainsi que nous l'avons établi tant en ce qui concerne l'article 199 du Code forestier

qu'en ce qui concerne les contraventions aux règles de police imposées aux industries réglementées ; le propriétaire des animaux et le chef d'entreprise encourent eux-mêmes la condamnation (1).

Nous avons cité, en étudiant les contraventions de grande voirie, l'opinion de M. Hauriou (2), d'après lequel les amendes de grande voirie sont des pénalités objectives, indifférentes à la question d'imputabilité, opinion qui revient à les considérer comme des réparations fixées d'une façon forfaitaire, et qui permet de justifier facilement la responsabilité imposée aux propriétaires. Mais nous avons montré que les amendes de grande voirie sont bien des peines. Dans sa note, M. Hauriou rapprochait la théorie de la responsabilité des amendes de grande voirie de la théorie du risque professionnel en matière d'accidents du travail, théorie qui se formait alors et qui était à la veille d'être sanctionnée par la loi. Le rapprochement peut séduire, mais il est superficiel : le risque professionnel n'entraîne que des obligations civiles, au lieu que la responsabilité de l'amende suppose la naissance d'une obligation pénale, la commission d'une infraction.

1. Au reste M. Roux n'a peut-être pas entendu appliquer sa théorie à la responsabilité de l'amende, car il en dit, sous l'arrêt de 1902, qu'elle est « essentiellement une responsabilité accessoire ».

2. Voir la note de M. Hauriou sous C. d'E., 8 mai 1896. S. 1897. 3. 113.

Ni les amendes de grande voirie, ni celles de contributions indirectes ou de douanes, ni celles de police de travail ou de forêts ne sont des réparations civiles ; et par suite la responsabilité qui en assure le recouvrement par l'Etat ne découle pas d'une application pure et simple de l'article 1384. De nombreux arrêts ont cependant admis ce point de vue en ce qui concerne les amendes fiscales et ont fondé sur le caractère de réparation qu'ils attribuaient à l'amende la responsabilité des propriétaires et des parents. Un arrêt des Chambres réunies du 13 mars 1844 (1) déclare que « les amendes qui doivent être prononcées pour contravention aux lois sur les douanes n'ont pas un véritable caractère pénal, qu'elles sont plutôt une réparation civile ». Cette doctrine a été souvent suivie et reproduite dans les arrêts (2).

Cependant d'autres arrêts ont reconnu aux amendes fiscales un caractère pénal prédominant (3). La Cour de Lyon a décidé que l'auteur d'une contravention de contributions indirectes devait être condamné à l'amende, même s'il n'avait causé aucun préjudice au fisc (4), et reconnu par là même le

1. S. 1844. I. 366.

2. Voir Cass. 30 nov. 1869; S. 1870. I. 115. Chambéry 21 nov. 1895. D. 1896. 2. 510. Cass. 17 fév. 1898. *Pand. chr.* 1898. I. 300. Cass. 22 déc. 1892. D. 1893. I. 157.

3. Besançon 21 déc. 1854. S. 1855. 2. 181. Cass. 10 déc. 1890. S. 1891. I. 148.

4. Lyon 29 juillet 1897. *Monit. judic. de Lyon.*

caractère pénal de l'amende. Des considérations qui nous paraissent déterminantes doivent faire attribuer aux amendes fiscales le caractère de peines : elles ne sont pas prononcées contre les héritiers du délinquant (1) ; elles se prescrivent suivant les règles du droit pénal ; enfin les circonstances atténuantes sont applicables aux amendes de contributions indirectes depuis la loi du 30 mars 1888 ; or l'indemnisation d'un dommage ne doit pas varier suivant l'intention ou la malice de son auteur. Il nous paraît impossible d'admettre à la fois : d'une part que l'amende fiscale ne peut être prononcée contre les héritiers du délinquant et d'autre part qu'elle doit être supportée par la personne responsable comme une obligation civile commune ; il y a entre ces deux solutions une contradiction évidente ; la première est admise sans contestation, il faut donc rejeter la seconde et maintenir le caractère pénal de l'obligation du délinquant à l'amende.

En matière de forêts les mêmes motifs doivent faire adopter la même conclusion ; on doit considérer l'amende forestière comme une peine (2) ; nous

1. Arrêt de Besançon du 21 déc. 1854 précité.

2. La Cour d'Angers dans un arrêt rendu le 4 déc. 1891 (D. 1892. 2. 63), déclare que « l'amende a, en matière forestière, un caractère purement pénal ». La Cour de Cassation, dans un arrêt du 22 déc. 1892 (D. 1893. 1. 159) dit au contraire que l'amende forestière « participe... dans une certaine mesure, du caractère des réparations civiles » ; mais M. Sarrut, dans une note sous l'arrêt, critique avec force cette solution.

avons vu qu'il en était de même en matière de grande voirie ; et en matière de pêche maritime ou de police du travail la théorie de l'amende-réparation pourrait encore moins se soutenir. Une remarque générale peut encore être faite au sujet de ces amendes : elles sont majorées en cas de récidive, ce qui ne peut s'expliquer que si elles sont des peines, car une réparation se doit mesurer exactement au montant du dommage et on ne concevrait pas que l'existence d'une réparation antérieure, pour un précédent dommage, puisse faire augmenter le chiffre de la seconde. Nous n'avons pas à entrer dans les discussions délicates qui peuvent s'instituer sur la question de savoir si le principe du non-cumul des peines et le sursis sont applicables à toutes amendes ; il est incontestable que les amendes fiscales ont des caractères particuliers, qui empêchent qu'on leur applique toutes les règles du droit pénal ; mais il nous suffit ici de constater qu'elles sont des peines (1), comme toutes les amendes qui comportent la responsabilité, et que par suite la responsabilité qui les garantit, tout en étant une responsabilité civile, ne peut pas trouver sa raison d'être dans les textes du Code civil ; ce qui a des conséquences importantes, déjà examinées, au sujet du recours et des

1. En ce sens, Sourdat, *Resp.*, n° 779. *Contra.* Thèse Labbé, *Amende pénale et amende fiscale*. Lille, 1894. Voir Ortolan, *Éléments de Droit pénal*, t. II, n° 1583.

amendes encourues par les mineurs agissant sans discernement.

Aucune des théories examinées ne doit donc prévaloir contre les conclusions de notre étude. La nature civile de la responsabilité des amendes a été reconnue dans ses principales conséquences par la jurisprudence ; elle n'est pas douteuse. Remarquons au reste que c'est là la solution naturelle, celle qui découle normalement des textes ; pour donner à cette responsabilité un caractère pénal, il faudrait des arguments bien graves, car il s'agirait de déroger au droit commun ; on ne peut en fournir.

Si on nous objectait que nous avons groupé ensemble tous les cas, assez disparates, de la responsabilité de l'amende et qu'une telle méthode ne tient pas un compte suffisant de la diversité des matières, nous serions fondés à répondre que, si le législateur n'a pas eu le dessein ni l'occasion d'établir une théorie de cette responsabilité aussi générale que celle du Code civil en matière de dommages, cependant les termes employés par lui étant les mêmes, la culpabilité propre des responsables n'étant pas plus engagée dans une matière que dans l'autre, il n'y a aucune raison pour penser qu'il ait voulu soumettre à des règles différentes la responsabilité de l'amende dans les différents domaines où elle existe, sauf, bien entendu, les distinctions particulières expressément faites par les textes. Rien

n'empêche d'appliquer à des lois semblables, bien que créées dans des temps différents, la même interprétation générale si le raisonnement et les convenances juridiques le suggèrent. C'est le cas, croyons-nous, en ce qui concerne les responsabilités de l'amende prononcées par les lois sur les douanes, les contributions indirectes, la grande voirie, la police du travail, etc.

Fondement de la responsabilité des amendes. — De même que ces responsabilités ont, en définitive, une nature identique, la justification à en fournir doit leur être commune. Il est à la vérité extrêmement difficile de fournir une justification rationnelle de la responsabilité de l'amende pour autrui. On ne peut la fonder sur la complicité présumée des personnes responsables puisqu'elle ne crée qu'une obligation purement civile et qu'à aucun degré elle n'institue un partage de la peine. On ne peut soutenir qu'elle est une application pure et simple de l'art. 1384 C. civ., ce qui impliquerait l'assimilation de l'amende à une réparation civile, système reconnu inexact. L'obligation au paiement de l'amende imposée à la personne responsable est bien une obligation civile (le prolongement civil d'une obligation pénale), donc analogue à celle créée par l'art. 1384, mais ce n'est qu'une obligation au paiement, ce n'est pas une contribution à la dette elle-même, et en cela elle diffère de la responsabilité

civile ordinaire qui comporte souvent l'obligation définitive à une partie ou au total de la dette.

Nous croyons (1) qu'il ne faut voir dans cette responsabilité qu'une obligation imposée par la loi avec quelque arbitraire, à certaines personnes, de garantir l'exécution de certaines peines. Ce n'est qu'un moyen de coercition. Le législateur a estimé qu'il importait au bon ordre que telle ou telle infraction, peu grave au point de vue intentionnel, soit toujours sanctionnée d'une façon sensible pour quelqu'un. C'est le cas des infractions fiscales et de certaines infractions de police. Ce n'est là qu'une application de cet aphorisme de Bentham qu'il est bon parfois de faire réfléchir par la loi certaines amendes contre d'autres que le coupable « pour empêcher qu'ils ne lui permettent de la transgresser » (2). Ainsi les personnes frappées de cette responsabilité doivent être celles qui peuvent exercer quelque action sur le délinquant : c'est ce qui a lieu en effet.

On ne saurait objecter à cette explication de la responsabilité le fait que les personnes responsables,

1. Nous n'avons eu recours dans ce travail qu'aux solutions du droit interne. La question de la responsabilité des amendes pour autrui ne paraît pas s'être posée dans la pratique en droit international privé ; l'étude du conflit des lois dans cette matière serait purement théorique. Nous n'avons pas cru devoir l'entreprendre. Cependant il est possible que, de l'examen des diverses hypothèses qu'on peut construire dans cet ordre d'idées, ressortent quelques considérations intéressantes sur la nature de cette responsabilité. Nous le signalons en passant.

2. *Théories des peines criminelles*, p. 212.

peuvent parfois en rejeter le fardeau, si elles prouvent qu'elles n'ont pu empêcher l'acte ; car cette preuve, une fois administrée, établit qu'il n'y a pas d'intérêt, pour la société, à faire payer l'amende par une personne ne se trouvant pas en mesure d'empêcher l'infraction. Cette solution ne contredit donc pas l'explication proposée et n'implique pas nécessairement l'idée de punition d'une négligence ou d'une faute.

Ce qui confirme cette justification tout utilitaire de la responsabilité de l'amende, c'est qu'elle n'a lieu que pour certaines infractions toutes prévues et punies par des lois spéciales, non par le Code pénal, donc placées en dehors du système général de la répression, et possédant ce caractère commun, noté plus haut, qu'elles entraînent des conséquences plus fâcheuses pour le bon ordre que n'est grave la culpabilité de leur auteur. C'est précisément cette considération qui incline le législateur à en réfréner la multiplication par des pénalités mêmes anormales.

Si on se plaçait sur le terrain d'une certaine responsabilité pénale encourue par les parents ou les maîtres il serait impossible d'expliquer pourquoi cette responsabilité existe à propos de délits légers et de contraventions, et non à propos des délits plus graves du droit commun. Au contraire le point de vue de l'utilité fait comprendre que l'obligation au paiement de l'amende existe relativement à certains délits, mais que, comme il est en lui-même peu conciliable avec

l'idée d'une stricte justice, on cesse d'en faire état hors des cas où quelque nécessité pratique a conduit le législateur à l'imposer, conservant alors rigoureusement à l'amende son caractère personnel. Et c'est parce que la responsabilité de l'amende a toujours quelque chose d'injuste et d'arbitraire que le recours reste intégralement ouvert, dans tous les cas, à la personne responsable contre le délinquant.

Nous devons terminer par deux remarques : la première c'est qu'il subsiste un défaut de logique dans l'organisation de cette responsabilité ; on ne voit pas pourquoi elle existe en matière de pêche maritime, et non en matière de pêche fluviale ou de chasse, pourquoi elle existe en matière de police du roulage et non en matière de police ordinaire ; mais ce défaut de logique lui-même se tolère mieux si on admet que cette responsabilité n'a qu'une explication utilitaire, et se trouve dépourvue d'un véritable fondement rationnel. Notre dernière remarque, c'est qu'il n'y a pas lieu de désirer que s'accroisse le nombre des cas d'application de cette responsabilité, si excessive, et qu'il faudrait au contraire souhaiter l'absolu respect du principe de la personnalité des peines, suivant la vieille maxime romaine : *Nec ulterius progrediatur metas quam reperiatur delictum* (1).

1. C. IX, tit. XLVII, 22.

BIBLIOGRAPHIE

Aubry et Rau. — Cours de Droit Civil français, 4^e éd.,
vol. 4, § 447, p. 765 et 766, notes 39, 40, 41.

Barde. — Des obligations, t. III, n^{os} 2896, 2934 à 2937.

Garraud. — Traité théorique et pratique de Droit pénal
français, particulièrement t. II, n^{os} 629 et suiv.,
t. VI, n^{os} 195, 439 et suiv., 462, 483.

Chauveau et Hélie. — Théorie du Droit pénal, t. I, n^o 130.
Code forestier Dalloz annoté.

Laferrière. — Traité de la Juridiction administrative, t. II,
p. 642.

Labbé. — Amende pénale et Amende fiscale. Thèse de Lille,
1894.

Larcher. — Du Caractère de l'amende en matière de grande
voirie (Revue critique, année 1899).

Ledos. — De la responsabilité civile des incapables. Thèse
de Paris, 1918.

Merlin. — Répertoire. Responsabilité civile des Délits,
t. XV.

Ortolan. — Eléments de Droit Pénal, 4^e éd., n^{os} 1174 et 1583.

Meaume. — Commentaire du Code forestier.

Puton. — Législation forestière.

Pic. — Traité de législation industrielle.

Répertoires : Dalloz et supplément. Pandectes françaises
(particulièrement aux mots : Amende ; Impôts indi-
rects ; Douanes ; Voirie ; Forêts).

Collections de Duvergier et d'Isambert.

Recueils de jurisprudence : Recueil des arrêts du Conseil d'Etat ; Recueil Dalloz, particulièrement note de M. Sarrut. D. 1893. I. 539 ; Recueil Sirey, particulièrement : notes de M. Roux (1910, I, 593 et 49 ; 1906. I. 247) ; de M. Villey (1894. I. 202) ; de M. Hauriou (1897. 3. 113).

Sourdat. — De la Responsabilité, 5^e éd., t. I, n° 80 ; t. II, n°s 777 et suiv.

Toullier. — Droit civil français, t. XI, n° 290.

Trébutien. — Cours de Droit Pénal.

Le Président de la thèse,

BARTIN

Le Doyen,

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les Amendes fiscales</i>	13
Amendes de Douanes.....	14
Amendes de Contributions indirectes.....	17
Amendes de relais.....	24
Amendes d'immixtion postale.....	26
CHAPITRE II. — <i>Les Amendes de Police</i>	31
Amende prononcée contre les réfractaires.....	32
Amendes de grande voirie et de police du roulage.....	33
Amendes de pêche maritime.....	41
Amendes forestières.....	43
Amendes de police du travail.....	50
Responsabilité des greffiers et amendes relatives à l'enseignement supérieur libre.....	56
CHAPITRE III. — <i>La Nature et le Fondement de la Res- ponsabilité des Amendes</i>	58
Qui supporte cette responsabilité?.....	59
La responsabilité peut-elle être déclinée?.....	61
Nature de la responsabilité : civile, pour autrui...	63
a) Civile (absence de contrainte par corps, obli- gation des héritiers, compétence).....	64
b) Pour autrui (unité de la peine, inapplicabilité de la récidive, existence d'un recours).....	69

Théories de M. Garraud, de MM. Sourdat, Chau- veau et Hélie, Roux, Hauriou; théorie de l'amende réparation civile.....	75
Fondement de la responsabilité des amendes	85

